

« Au nom de la Révolution, je déclare à tous les membres du Bureau Politique, à tous les membres du Comité Central, à tous les membres du Gouvernement, à tous les Gouverneurs, à tous les Officiers, à tous les chefs de Service : LE PREMIER ACTE DE RACISME DECELE DE LA PART DE QUI QUE CE SOIT, LE FERA IMMEDIATEMENT PASSER AU POTEAU POUR QUE LA REVOLUTION TRIOMPHE ».

Ahmèd Seku Ture

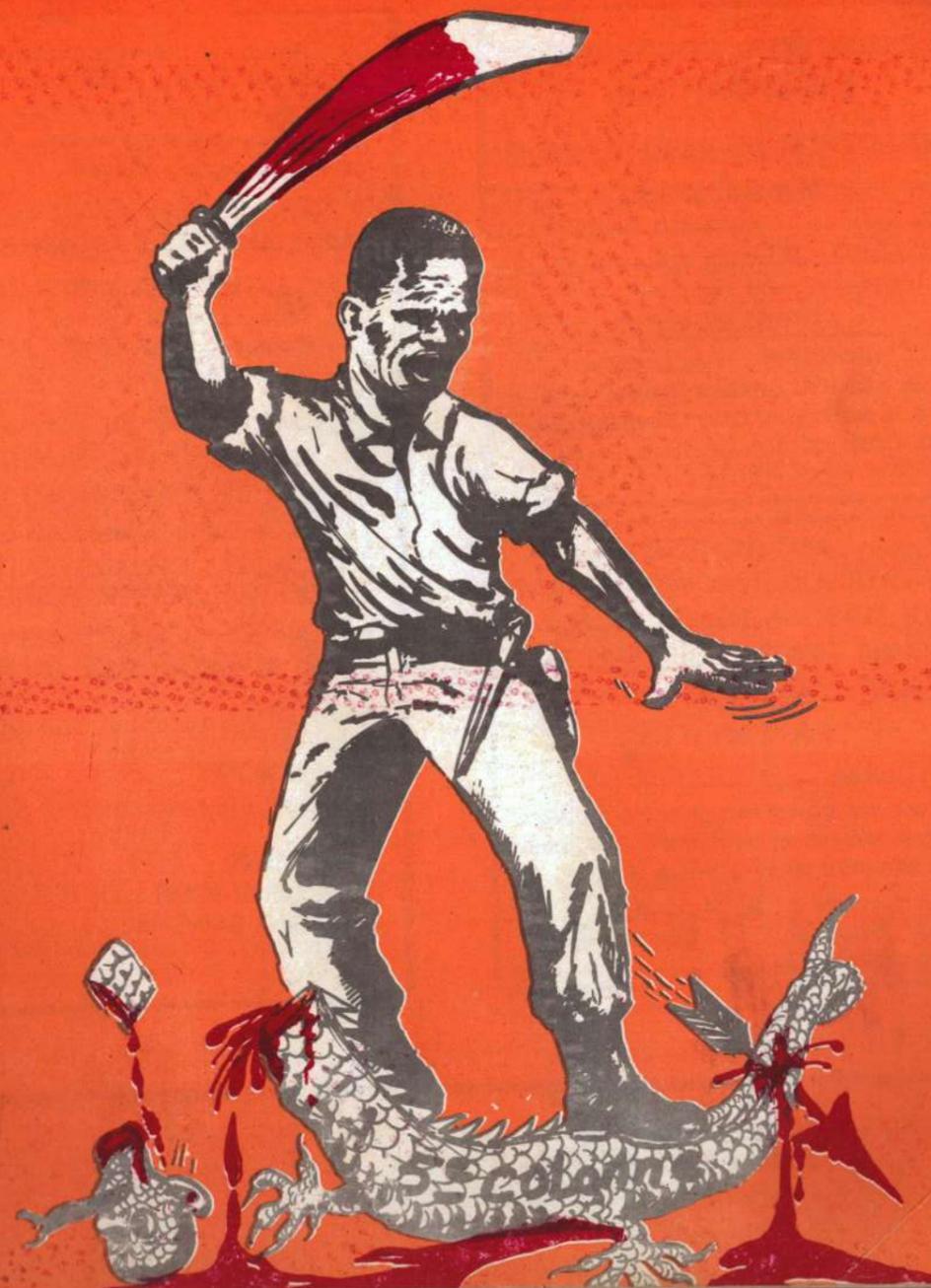


HOROYA

N° 2237 — Du 29 août au 4 sept. 1976 — Prix : 25 Syllis



ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE





ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. : 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S.G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A «HOROYA»
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S.P. Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à

«HOROYA» ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
 PRENOMS :
 PROFESSION :
 ADRESSE :
 VILLE : PAYS :
 REGLEMENT :
 CHEQUE CI-JOINT :
 VIREMENT BANCAIRE

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395*

Crédit National S. P. Conakry

*Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que les reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques ban-
caires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

Communiqué du Comité Central :

— Analyse des rapports guinéo-
français à la suite des dépositions
des éléments de la 5^e colonne

— Résultats des examens de sortie
des Ecoles professionnelles 4

A l'attention des cadres :

Pour une exploitation efficace
des interventions du camarade
Responsable Suprême de la Révo-
lution 6

**Meeting du Comité Central au Palais
du Peuple :**

Une analyse générale du chef
de l'Etat sur la 5^e colonne 8

Dépositions de la vermine impérialiste

— Moussa Boiro 44

— Yéro Boiro 45

— Hadja Djénabou Bobo
Diallo 48

— Chaickou Diallo 50

— Tafsir Diallo 52

— Lamine Kouyaté 55

— Telli Diallo 57

Communiqué du Comité Central

*Analyse des rapports guinéo-français à la suite
des dépositions des éléments de la 5^e colonne*

*Et le résultat des examens de sortie des
écoles nationales professionnelles*

Le Comité Central et le gouvernement se sont réunis en session commune le vendredi 27 août 1976 à partir de 12 h, sous la haute-présidence du Secrétaire Général du Parti-Etat de Guinée, Responsable Suprême de la Révolution le camarade Ahmed Seku Ture.

L'ordre du jour comportait les points suivants :

1^o) — Résultats des examens de sortie des écoles nationales professionnelles,

2^o) — Divers.

Avant les débats sur cet ordre du jour, le Responsable Suprême de la Révolution a fait un exposé, dans un cadre d'informations générales, relatif à la conjoncture politique guinéenne et aux rapports de la République de Guinée avec un certain nombre de pays africains et étrangers.

S'agissant plus particulièrement des rapports franco-guinéens, le Responsable Suprême de la Révolution a fait état d'une importante correspondance du Chef de l'Etat français, Son Excellence Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, parvenue à Conakry par l'intermédiaire de l'Ambassadeur guinéen, le camarade Seydou Kéita.

Par cette correspondance, le Chef de l'Etat français a solennellement réaffirmé sa parfaite disponibilité à poursuivre la politique de coopération franche et loyale entre la République de Guinée et la République française.

Le Responsable Suprême de la Révolution, après avoir exprimé les mêmes sentiments, a, néanmoins, fait état d'une information - qu'il avait reçue de milieux amis parisiens et qu'il avait communiquée en son temps, tant à l'Ambassadeur de France à Conakry, qu'à l'Ambassadeur de Guinée à Paris, dans le but, éventuellement, de la communiquer au gouvernement français.

Cette information concernait une aide en moyens et facilités accordés aux anti-Guinéens en France par l'ancien premier ministre français Mr. Jacques Chirac.

Le Responsable Suprême de la Révolution a été amené à faire une liaison entre ce fait antérieurement porté à sa connaissance et les déclarations récentes de certains agents de la 5^e colonne arrêtés pour complot contre le régime guinéen.

La session a ensuite examiné les résultats des examens de sortie des écoles nationales professionnelles de la Santé, de la Comptabilité et des Postes et télécommunications.

A partir du recensement des effectifs des travailleurs de la santé, des comptables et des postiers en service dans les régions, elle a arrêté les modalités de répartition des élèves sortants.

La priorité absolue a été accordée dans la répartition, aux régions de l'intérieur avec l'objectif de pourvoir dans les meilleurs délais chaque arrondissement d'un nombre suffisant de cadres moyens.

Après discussion et adoption des projets de décrets présentés par les différents Départements ministériels, la séance a été levée à 15 heures.

Prêt pour la Révolution!

Le Comité Central

A l'attention des cadres

Pour une exploitation efficace des interventions du camarade Responsable Suprême de la Révolution

Les deux interventions faites par le camarade Responsable Suprême de la Révolution au Palais du Peuple les 9 et 22 août 1976, à la suite des dépositions de quelques uns des agents de la 5^e colonne impérialiste en Guinée, constituent deux documents d'une grande portée idéologique, politique, historique.

En effet, elles font de l'idéologie raciste et des pratiques racistes en Guinée, une analyse scientifique qui situe clairement les porteurs de cette idéologie et les acteurs de ces pratiques racistes.

Il est devenu clair, à travers cette analyse, que le racisme invétéré dont font preuve un trop grand nombre d'intellectuels peulhs, est systématisé au point de devenir une arme mise au service de l'impérialisme pour essayer de recoloniser ou de néo-coloniser notre pays.

Cette analyse met également à nu ce fait qu'à l'intérieur même de la République, le racisme viscéral, de la part de maints intellectuels peulhs, engendre des pratiques d'une grave nocivité, puisqu'elles tendent à compromettre la nécessaire cohésion de la Nation.

Il importe donc que tous les cadres du Parti-Etat, tous nos professeurs d'idéologie qui ont chargé de forger l'homme de demain, tous les militants du P.D.G. étudient, avec application, ces deux interventions, non seulement pour mieux comprendre les répercussions criminelles de l'idéologie raciste dont sont responsables certains de nos frères du Fouta, mais pour lutter efficacement et partout contre les pratiques racistes qu'elle engendre, quel que soit le rang de celui qui s'en serait rendu coupable.

Cette guerre, il faut la mener résolument et la gagner; car il s'agit bien d'une lutte de classes. Mais, outre ce point

concernant l'idéologie et les pratiques racistes, les deux interventions ont analysé un point de notre histoire, le peuplement du Fouta. Il l'a fait en indiquant comment la collectivité peulhe immigrante, minoritaire démographiquement, mais d'une culture plus avancée, a su mettre à son service les collectivités autochtones et à établir son hégémonie sur tout le Fouta. Il a indiqué, à partir de ce point d'histoire, la genèse de l'idéologie raciste et des pratiques racistes que l'on observe chez beaucoup d'intellectuels Peulhs. Il a surtout insisté sur la nécessité absolue de la liquidation immédiate, par tous les moyens, de cette idéologie et de ces pratiques racistes.

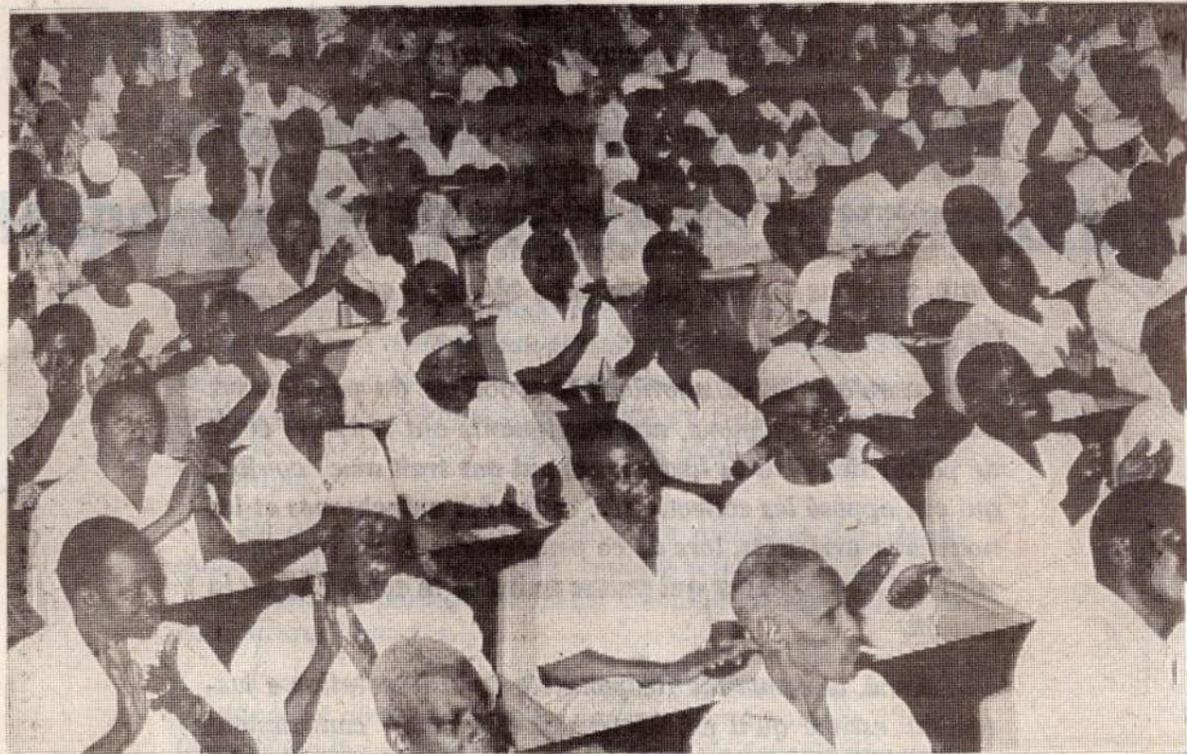
Jusqu'à présent, abordant le problème du peuplement de nos diverses régions, nos enseignants ont toujours évité de parler des réalités historiques qui ont trait aux conflits qui ont opposé les collectivités, celles des autochtones et les nouveaux arrivants, lors de ce peuplement, et ce, justement pour ne rien soulever qui puisse nuire à la cohésion de la Nation.

Ainsi, le camarade Responsable de la Révolution a justement estimé qu'il est nécessaire que nous connaissions nos réalités historiques pour pouvoir dépasser et liquider ce qui est aliénateur et conflictuel et bâtir un Peuple profondément uni et démocratiquement organisé dans et pour la Révolution.

C'est la façon d'analyser les faits historiques qui élargit et consolide les perspectives d'unité organique et nous donne une connaissance idéologiquement objective du passé.

Egalement, sur ce plan de la connaissance révolutionnaire de notre histoire nationale, nos cadres politiques et administratifs, nos professeurs de sciences sociales et de toutes autres disciplines et tous les militants doivent attentivement analyser les deux textes que le Journal HOROYA publie, le premier dans son n° 2236, le second ci-après, pour en tirer leçons.

Prêt pour la Révolution !



« LE RACISME PEULH, NOUS DEVONS LUI DONNER UN ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE, UN ENTERREMENT DEFINITIF »

une analyse
géniale du
chef de l'Etat
sur les activi-
tés criminel-
les de la 5^e
colonne



Le Comité Central a provoqué la présente conférence pour permettre aux responsables et militants du Parti-Etat de recevoir les informations sans lesquelles ils ne sauraient apprécier objectivement la situation actuelle du pays.
CLARTE REVOLUTIONNAIRE ET REALITE DE LA CONTRADICTION

La Révolution nous enseigne que la lutte des contraires a toujours été le moteur de l'action des Peuples, le moteur de l'histoire des sociétés. La lutte des contraires doit donc être analysée à chaque phase de l'évolution historique du pays. Les rapports de forces doivent être également appréciés.

Nous parlons de Révolution et nous faisons la Révolution. Mais il faut admettre et comprendre que tous les hommes et toutes les femmes, habitant un pays ne constituent pas forcément le Peuple de ce pays. **Ceux qui font partie du Peuple**, sont ceux qui sont porteurs des aspirations légitimes des larges masses populaires engagées dans le combat de l'histoire, ce sont ceux qui traduisent leurs sentiments, leurs intentions en actes positifs, dans le but de sauvegarder les acquis de la société et de réaliser pleinement les aspirations des uns et des autres, et ce, dans le cadre d'une justice sociale parfaite.

Le Peuple guinéen, mobilisé, toujours éduqué et résolument engagé dans son combat pour s'édifier une Nation forte, a créé une réalité multi-dimensionnelle qui fait qu'aujourd'hui, l'on ne saurait nulle part, parler de la Guinée sans parler de la Révolution guinéenne. C'est que la Révolution, conscience en mouvement et mouvement conscient d'un Peuple organisé, est toujours la résultante de la prise de conscience et du combat courageux que mènent les masses laborieuses pour un bonheur démocratique et social.

C'est vrai que la réalité dominante de notre pays, c'est la Révolution, une Révolution globale et multiforme, une Révolution qui va du général au particulier dans la définition de son programme d'émancipation, une Révolution qui va également du particulier au général dans la définition de la tactique de lutte toujours adaptée à la spécificité et aux conditions exactes du moment et du lieu.

C'est dire qu'aucune divergence ne saurait exister dans l'orientation des couches populaires de Guinée. Un seul

objectif : le programme de la Révolution à réaliser ; une seule méthode, celle démocratique, **permettant l'association** des activités des uns et des autres activités toujours convergentes parce que s'exprimant dans une unité d'option claire et conduisant, non pas au succès d'un homme ou d'un groupe d'hommes, mais au succès et à la victoire du Peuple en lutte contre la nature et contre tous les phénomènes sociaux de dégradation ou d'aliénation.

C'est donc la Révolution que nous vivons, et nous sommes fiers de la vivre pour la Guinée et l'Afrique.

Cette Révolution est notre sueur à tous, notre sang à tous, notre raison d'être. Nous sommes également fiers d'avoir été, d'être et de demeurer toujours la cible des forces réactionnaires, car la Révolution nous enseigne qu'entre celles-là et nous, il n'y a pas de compromis possible. Il s'agit **d'une lutte qui doit donc être menée sur la base de la clarté.** Et c'est pourquoi, la Révolution guinéenne a toujours eu une position claire et précise contre le colonialisme, l'impérialisme, le féodalisme et contre tous ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, voudraient encore retarder la promotion générale et démocratique du Peuple Guinéen.

Nous vivons donc la Révolution :

Révolution du Peuple par le Peuple et pour le Peuple ! Révolution pour la Justice sociale ! Révolution pour la Démocratie ! Révolution pour le progrès de tous les et de chacun dans le cadre de cette justice sociale !

En Guinée, la réalité dominante, c'est la Révolution. Mais quelle que soit la force dominante, quelle que soit la puissance d'attraction du mouvement révolutionnaire, nous ne devons pas oublier que si ce mouvement existe, c'est parce qu'existe aussi son contraire, car s'il n'y a plus de raison de lutter, alors la lutte cesse aussitôt. Et tant qu'on a des raisons de lutter, la lutte est possible, et cette lutte devient exigence.

C'est pourquoi, la dialectique de l'action révolutionnaire nous apprend que la lutte des contraires, la lutte des classes, **exige qu'on ne s'arrête jamais à l'appréciation du seul facteur dominant**, mais également, après une parfaite connaissance de ses dimensions, **qu'on apprécie le facteur dominé.**

Quand nous constatons que nous sommes dans la Révolution et que nous faisons la Révolution, nous constatons en même temps que d'autres sont dans la contre-révolution et vivent dans la contre-révolution. **Voilà la réalité de la contradiction qui caractérise la vie de chaque société.**

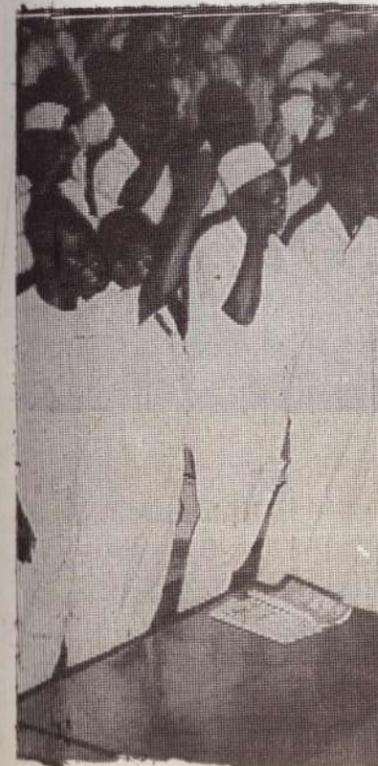


Mais sachez que la contre-révolution, en luttant contre la Révolution, lutte sans le savoir, pour la Révolution. Car le mensonge n'existe que pour que les hommes puissent bien le distinguer de la vérité. Le mal est là pour que l'on ne se trompe jamais en choisissant le bien. La contre-révolution est donc nécessaire, voire indispensable au progrès révolutionnaire car, si elle ne se manifestait pas, très tôt, des révolutionnaires seraient tentés de déposer leurs armes de lutte, satisfaits qu'ils seraient de ne plus avoir de travail à faire alors que l'histoire est exigence permanente de lutte parce que chaque jour, chaque mois, chaque année vient avec ses propres exigences d'obstacles à briser ou à surmonter, d'oppositions à vaincre, de moyens à conquérir pour que le Peuple soit et demeure en conformité absolue avec ses aspirations au bonheur et à la démocratie.

La contre-révolution est donc nécessaire, elle est nécessaire quand la Révolution est véritable. Mais quand elle n'est pas véritable, c'est-à-dire quand elle n'est pas fondée sur le Peuple, sur la volonté libre du Peuple, sur la combativité des masses populaires, sur les profondes aspirations au progrès exprimées par le Peuple, quand la Révolution n'est donc pas effective, c'est-à-dire pas réelle, **quand elle n'est pas populaire, alors la contre-révolution l'abat à n'importe quel carrefour où elle se manifeste.** Mais quand la Révolution est réelle et profonde telle que celle déclenchée par le Parti Démocratique de Guinée, celle que nous vivons, alors la contre-révolution devient une sève de justification de la fermeté exemplaire qu'exige de nous la Révolution dans sa ligne et dans ses méthodes de lutte.

Nous avons su très tôt, les armes qu'allait utiliser contre nous la contre-révolution. Dès le début, le P.D.G. a mis l'accent sur sa ligne politique, sur ses principes révolutionnaires et sur ses méthodes d'action. Le P.D.G. a éduqué les masses populaires pour les armer et les dresser contre l'hypocrisie, la fourberie, le mensonge des ennemis de classe et contre le régionalisme et le racisme, convaincu qu'il était que tous ceux-ci ne visent qu'à poignarder, dans le dos, le Peuple et à l'assujettir à des intérêts illégitimes et illégaux.

La première loi, très tôt proclamée par le Peuple souverain de Guinée, a été celle condamnant comme crime toute manifestation à caractère raciste et régionaliste. Ceci souligne le caractère profondément anti-raciste de l'orientation donnée très tôt à l'action de la Révolution afin



qu'à la place du territoire colonial désorganisé, déséquilibré qu'était la Guinée sous domination française, puisse s'édifier dans un rayonnement toujours plus poussé, **une nouvelle entité répondant aux véritables critères de Nation : communauté géographique, communauté économique, communauté sociale, communauté idéologique, communauté d'espérance, communauté politique**, grâce à la fusion de tous les éléments positifs que recèle la Guinée ; communauté dynamique, disponible au progrès, harmonieusement insérée dans la vie du continent africain et dans la lutte que mènent les Peuples de par le monde.

Cette orientation a été suivie par le Parti Démocratique de Guinée et c'est pourquoi, ont échoué tour à tour, les machinations les plus machiavéliques de l'impérialisme et de ses agents de la 5e colonne camouflés dans notre pays.

L'ARME DE LA VERITE HISTORIQUE CONTRE L'ARME DE LA PROPAGANDE MENSONGERE

Les ordres que la Révolution donne à ses militants sont d'abord déterminés par le cri de guerre du Peuple qui veut continuer sa lutte, préserver ses richesses ; les ordres de la Révolution sont aussi déterminés par les cris de guerre de l'ennemi de classe, il faut que partout où celui-ci remue la tête ou la queue, partout où il présente le nez ou les oreilles, l'arme de la Révolution soit là, prête à lui couper la tête, les bras, les jambes, la queue, en un mot à le démantibuler complètement.

Camarades,

Nous avons écouté attentivement les dépositions de 7 membres de la 5e colonne : 6 nouveaux qui s'adressant à notre Peuple, et un 7e, Telli Diallo, qui s'était déjà adressé à notre Peuple dans une première déposition.

Comme nous l'avons dit tout récemment, **il faut juger l'homme non pas tant par ce qu'il dit, mais par ce qu'il fait**. Car, ce qu'il fait traduit toujours et mieux, la nature de sa pensée intime, quand bien même celle-ci n'aurait pas été exprimée clairement ou aurait été volontairement travestie dans le but de tromper.

Ainsi nous les avons écoutés, ces tristes individus sans conscience ni foi, éléments tarés et irrécupérables. Ils nous ont instruits de certaines de leurs activités, de certains mobiles particuliers qui justifieraient ces activités. Nous avons tous compris aussi que même au bord de l'abîme qu'ils se sont eux-mêmes creusé, ils continuent à faire de la propagande. Nous serons, quant à nous, objectifs comme



nous l'avons toujours été. Et c'est pourquoi, tout ce qu'ils voudront dire sera entendu directement par notre Peuple. Notre Peuple est conscient, car il connaît son passé, il apprécie son présent et perçoit l'avenir qui découlera de l'action courageuse qu'il entend mener. Il est le meilleur juge ; **il est même le seul juge autorisé car, c'est lui qui fait la Révolution et c'est lui, également, la cible de la contre-Révolution.**

Nous avons entendu Hadja Diénabou Diallo nous dire avec courage, et ici, nous lui rendons hommage, quand elle affirme **qu'elle n'a jamais accepté le régime de démocratie populaire**. C'est précis, et c'est courageux de le dire. **En cela, elle assume en toute lucidité une position de classe.**

La suppression de la chefferie l'aurait ébranlée. La suppression du commerce privé l'aurait brisée dans son mode d'existence et dans ses intentions à continuer d'exploiter le Peuple.

Aussi combat-elle farouchement la Révolution. Mais avec quelle arme ? Avec l'arme du mensonge et de la diffamation ; avec l'arme du raïsme aveugle ; avec l'arme du vil trafic d'influence. Si nous rendons hommage à son courage pour nous avoir défini, avec clarté et netteté, son hostilité à la démocratie, nous avons cependant le devoir de répondre à certaines insinuations malhonnêtes qui ne sauraient résister à la vérité que nous connaissons tous.

Elle dit que le Parti a supprimé la chefferie ; mais qu'en fait, les masses souffrent aujourd'hui plus qu'hier ; que tout ce que les paysans récoltent est raflé par les cadres du Parti au détriment des producteurs ; qu'à Labé, on abat actuellement les bœufs pour ne garder seulement au profit des populations de Labé que la peau, les têtes, les pattes, alors que toute la viande est destinée aux seuls cadres de Conakry. C'est bien que nous ayons appris cela d'elle, car elle a dû dire pire dans les milieux populaires de Labé pour contaminer et intoxiquer les militants du Parti. C'est bien qu'elle nous donne l'occasion de lui dire qu'elle s'est lourdement trompée :

Et d'abord, de la suppression de l'institution féodalo-colonialiste dite « la chefferie coutumière ». **Mais il faut être terriblement caparaçonné contre la nausée pour défendre la chefferie dite traditionnelle** (et qui n'a rien de traditionnel), un régime ignoble qui, à l'ombre des forces d'occupation coloniales, pouvait permettre au chef de can-



ton de faire amener de force le paysan, abuser de ses filles, l'expulser de ses cases, attribuer ses femmes, ses bœufs, ses champs à qui l'on veut et utiliser les plus belles de ses filles pour rendre hommage au commandant de cercle qu'on vénèrait comme le tout-puissant. Ya-t-il réellement lieu de répondre à une personne qui, aujourd'hui, regrette un tel régime ? Mais puisqu'elle donne des précisions, rappelons qu'au moment de la suppression de la chefferie coutumière ; l'impôt de Labé était au taux de 700 frs. Mais le poulet coûtait alors 50 frs ; il fallait donc vendre 14 poulets pour pouvoir payer son impôt personnel. Aujourd'hui à Labé du Pouvoir populaire, la taxe régionale et la carte du Parti incorporée sont au taux de 350 sylis, alors que 2 poulets seulement suffisent au contribuable pour se libérer de la taxe régionale.

Egalement à Labé, en 1957, un bœuf se vendait entre 1 200 et 1 500 frs. En vendant à l'époque deux bœufs au taux le plus élevé, un père de famille pouvait se libérer de l'impôt de 4 à 5 membres au plus de sa famille. Aujourd'hui, le bœuf à Labé est vendu au minimum à 2 500 sylis. Nous ne donnons pas le prix du trafic que nous excluons. Or, avec 2 500 sylis, prix d'un bœuf, on paye aujourd'hui la taxe régionale pour 8 personnes. **Voilà la réalité quant à l'augmentation du pouvoir d'achat des produits animaux et agricoles dont disposent les paysans pour s'assurer des ressources financières.**

Le fonio qui se produit également en Moyenne-Guinée, se vendait en 1957 à 5 frs le kg ; il fallait alors 140 kg de fonio net à un paysan pour se libérer de son impôt. Aujourd'hui, il suffit de quelques 40 kg du même fonio.

Mais au-delà de ces comparaisons qui ne suffisent pas, par elles-mêmes, à situer la nature du régime, faut-il faire comprendre aux égarés qu'avant notre indépendance, aucun impôt payé dans un cercle n'y était utilisé, qu'il allait au budget local dont le Gouverneur colonial, seul, disposait pour sa politique coloniale, alors qu'aujourd'hui, toute taxe régionale payée est mise à la disposition des citoyens de chaque région qui, au sein de l'assemblée régionale et à travers les députés régionaux, délibèrent pour déterminer, en toute souveraineté, l'utilisation de cete somme. Aujourd'hui donc, qu'il soit payé même un milliard de sylis par citoyen, celui-ci ne perd pas son argent qui est immédiatement utilisé, mis au service du développement économique et social de son P.R.L., de son arrondissement et de sa région !



Hadja Bobo nous dit, comme preuve de la dégradation de la situation en Guinée, que les gens quittent le Fouta pour s'expatrier. C'est un fait réel que nous avons, nous-mêmes dénoncé : **l'émigration !** Mais ses complices ajoutent bien que c'est la même Hadja Diénabou Bobo Diallo qui menait une intense propagande au sein des milieux juvéniles pour exhorter les jeunes gens et les jeunes filles à l'exode rural, à la débauche et à la perdition vers Conakry ou vers l'extérieur.

Hadja Bobo Diénabou Diallo nous raconte ensuite que l'on tue à Labé des centaines de bœufs dont on ne laisse à la région de Labé que les restes pour expédier à Conakry toute la viande pour les cadres ! Mais y-a-t-il des énormités trop énormes pour Hadja Bobo ! **La vérité, comme chacun sait, est qu'il est organisé pour chaque centre urbain des abattoirs exclusivement gérés par la Région et que pour ravitailler les travailleurs des zones industrielles et du grand centre urbain de Conakry, les éleveurs du Fouta, comme ceux des autres régions d'élevage doivent vendre au pouvoir central un quota de leur cheptel : le dixième.** C'est ce que déplore Hadja Bobo. Elle regrette, elle trouve anormal que le Fouta, comme les autres régions, intervienne dans dans le ravitaillement en viande de nos travailleurs de Conakry et des centres industriels. Mais trouve-t-elle normal que la Forêt exporte son café, et son palmiste, la Guinée Maritime ses poissons, ses ananas et ses bananes pour permettre l'importation des marchandises que l'on envoie à Labé ? Trouve-t-elle normal que les autres régions produisent le riz avec lequel on ravitaille Labé ? **Ses propos constituent une injure non à toute la Nation, mais à la population laborieuse de Labé.**

Hadja Bobo démontre donc que **ce qui est vrai dans son attitude, sa personne et sa mentalité, c'est l'hostilité à la Révolution, à la démocratie et au pouvoir du Peuple.** C'est ce qui l'amène à recourir à tous les moyens indéliçats, illégitimes, au mensonge et au racisme, dans le but de créer la confusion et de pouvoir recruter des adeptes qui comme elle, au sein de la 5^e colonne impérialiste, pourraient agir pour démolir la Révolution guinéenne.

Beaucoup de militants, en écoutant Djénabou Bobo Diallo et ses compères, seraient pétrifiés, déçus, totalement déçus de constater à quel degré se situe le niveau de l'ingratitude dont font montre ces ennemis du régime guinéen : **c'est grâce aux bienfaits du régime que cette créature**

ingrate a pu se bâtir une demi-douzaine de villas modernes, disposer de cinq camions, de 3 voitures, se rendre à la Mecque en pèlerinage et siéger, comme député de Labé au sein de l'Assemblée Nationale de son pays indépendant et souverain. Plus tard, après la proclamation de la Loi-Cadre du 8 novembre 1964, interdisant, entre autres, le cumul des fonctions politiques dirigeantes avec l'exercice des activités commerciales, devant donc l'incompatibilité légale entre son mandat de député et ses activités commerciales, elle renonça à son mandat politique. **Que les Camarades ne se découragent donc point.** En introduisant tout à l'heure les agents de la 5ème Colonne, nous avons dit que le mensonge n'existe que pour servir la vérité ; si le mensonge n'existait pas, personne ne pourrait connaître la vérité. La réaction existe, pour insuffler l'esprit progressiste à tous. Et ces agents de la 5ème colonne, sans le savoir, encouragent le Peuple à continuer sa lutte, quand bien-même eux penseraient le décourager dans la poursuite de son combat libérateur. **La déception qui est un élément négatif doit être reconvertie en source d'énergie nouvelle et de victoires nouvelles,** car la Révolution veut de celui qui la pratique, comme exigence permanente, l'absolue confiance en l'homme, l'absolue confiance en le Peuple. Et chaque fois que des hommes trahissent cette confiance, il faudra encore augmenter la dose de confiance en l'homme et en le Peuple. **Tel est le postulat de la Révolution !**

LES FAITS ACTUALISENT LA THEORIE

Nous demandons à tous de relire le texte de nos interventions à Labé en avril et mai derniers. Qu'est-ce qui a été dit en substance ?

« Dans cette salle, disions-nous, il y a des agents de la 5ème colonne ; d'autres nous attendent à Conakry ; tous sont décidés à renverser le régime. Ils ont confiance en leur pouvoir de destruction, minimisent les capacités de la Révolution et utilisent le racisme pour induire en erreur les populations de la Moyenne-Guinée. Nous tenons à les prévenir, car il est encore temps ; nous tenons à les prévenir qu'ils vont échouer dans leurs tentatives. Mais les conseils que nous leur donnons aujourd'hui ne seront pas compris par eux, parce que leur conscience est bouchée. Ils passeront donc à l'action ; mais qu'ils nous permettent d'affirmer à l'avance qu'ils seront pris ; et nous vous l'affirmons, population de Labé, que vous les entendrez encore ! Qu'avant



cela-même, dès que nous aurons quitté Labé, ils vous diront que nous sommes venus vous insulter » !

Effectivement, à peine trois semaines plus tard, le processus de leur action de destruction se manifestait, et, les faits se succédant, le Peuple, resté vigilant, a compris que l'heure était venue de passer à l'investigation profonde et à la lutte ferme contre les ennemis de classe.

Ainsi, le Peuple, comme toujours, est victorieux et ses ennemis sont arrêtés !

Ainsi, après Labé, souvenez-vous du 14 mai, date anniversaire de la naissance du Parti :

Nous avons eu à recevoir le Corps diplomatique venu présenter au Gouvernement de la République ses vœux ardents de bonheur pour notre Peuple et lui affirmer le soutien, la solidarité et l'amitié des Gouvernements et des Peuples représentés par les diplomates accrédités auprès de nous. Nous avons pris acte des sentiments exprimés par le Corps diplomatique, et nous l'en avons remercié. **Nous avons profité de l'occasion pour réaffirmer les bases intangibles de la Révolution guinéenne, les objectifs de bonheur universel et l'attitude de courage civique, moral et politique** dont feront toujours preuve les militants et responsables du P.D.G. dans la traduction du programme d'émancipation établi par le Parti Démocratique de Guinée au profit de la Guinée, de l'Afrique et du monde. Nous leur avons dit : « Parmi nous, il y a ceux qui sont honnêtes avec le Peuple, et il y a ceux qui trichent avec le Peuple. Nous qui vous parlons au nom du Peuple de Guinée, nous ne connaissons pas tous ceux qui sont malhonnêtes, tous ceux qui trichent avec la Révolution, car, ils ne se présentent à nous que sous le manteau de la Révolution. Mais vous, Ambassadeurs, vous les connaissez parfaitement, car ils sont en rapport direct avec vous pour calomnier notre Peuple, servir d'espions en vue de pratiquer ici une politique anti-nationale ». Et nous avons ajouté, devant le Corps diplomatique : « **Ce que nous demandons, ce n'est pas que vous nous approuviez ou que vous nous aidiez, mais que vous nous compreniez ! C'est tout ce que nous vous demandons et la meilleure aide que vous puissiez nous accorder serait de nous permettre d'économiser nos cadres** ».

Pourquoi rappelons-nous ces faits ? Parce que la Révolution nous enseigne que c'est la pratique qui actualise la théorie. Si ces vues théoriques ont été énoncées pour traduire, par anticipation, les manifestations attendues de la



lutte de classes; au sein de notre Peuple, voilà que la pratique s'est imposée et les choses se sont confirmées ; **ce qui veut dire que nous serons à même de défendre les intérêts supérieurs de la Nation.**

Nous rappelons, notamment à l'intention des Peuples frères du monde, que les agents de la 5ème colonne, pour la plupart, ont déposé leurs rapports manuscrits par eux-mêmes, et signés de leur main à chaque page. Si leurs épouses, enfants, amis en Guinée ou ailleurs veulent vérifier l'authenticité des dépositions, nous sommes à leur disposition pour leur en donner les preuves matérielles. Ceci étant, il faut comprendre que la situation créée est encore à l'avantage de la Révolution. On comprend que le racisme, érigé en système, a essayé d'ébranler les bases de l'édifice national et chacun saisit mieux aujourd'hui cette vérité révolutionnaire qui énonce que **l'instruction et la conscience sont deux choses totalement différentes. Ce qui valorise l'homme, c'est la conscience et non l'instruction**, car ceux qui viennent de parler indiquent bien au monde ce qu'ils sont, à savoir, des hypocrites, des malhonnêtes, des menteurs, des opportunistes vivant du salaire de l'ignominie.

Quand nous avons dit dans le message du Nouvel An de 1976 : « Peuple de Guinée, « Cheytane 75 » est mort, laissant en vie « Cheytane 76 » qui se manifestera au cours de l'année, mais qui, comme « Cheytane 75 », sera battu par la Révolution, **les faits actualisent la théorie. Le « Cheytane 76 » s'est manifesté comme nous l'avions prévu et tout récemment, nous reprenions cela à Forécariah. Le texte de la Conférence de Forécariah est publié dans le numéro de Horoya d'aujourd'hui 22 août 1976 à la page 50. Nous disions notamment : « on a beau être grand, c'est grâce au Peuple ; on a beau être intelligent, c'est grâce au Peuple ; on a beau être instruit, capable, grand cultivateur, grand menuisier, grand conducteur, grand orateur, grand écrivain, c'est toujours grâce à la Société qu'on apprend tout ; cette société, grâce à laquelle on vit. Mais les hommes ont eu l'esprit vicié, détourné par « Cheytane ». Quel est le vrai nom de « Cheytane » ? C'est l'ingratitude, l'oubli du bien. C'est pourquoi, oubliant les faits de l'histoire, les vérités vécues, et piétinant les acquis du Peuple, méprisant les perspectives définies, ces ingrats, ceux-là qui oublient leur origine, oublient aussi la cause des biens dont-ils se vantent et ne pensent qu'à eux seuls. Pour eux, que périssent le Peuple et la Nation, pourvu que le bonheur particulier qu'ils envisagent à leur seul profit soit réalisé. C'est le mot**



d'ordre exprimé par eux en français et en peulh lorsqu'ils décrivent ce qu'ils appellent la « **situation particulière du Fouta** ». Nous ne parlerons plus de ce mot d'ordre car, les dirigeants révolutionnaires du Parti Démocratique de Guinée, originaires du Fouta, ont eu, depuis hier, par la voix des ondes, à indiquer ce que signifie précisément cette expression : « **Situation Particulière du Fouta** », c'est-à-dire **l'ingratitude, la trahison, la veulerie de certains intellectuels peulhs pour la morale, l'honneur et la Révolution**, de ces intellectuels qui n'ont rien compris à l'histoire du pays et rien compris aux principes du Parti Démocratique de Guinée et à sa philosophie.

LA SITUATION PARTICULIERE DU FOUTA

En effet, l'on sait qu'à la naissance du Parti Démocratique de Guinée, le Fouta était menacé, tragiquement menacé de nombreux travers sociaux. Nous avons visité cette province guinéenne de long en large et nous nous étions aperçu que **l'acoolisme** menaçait réellement la population du Fouta, y compris les marabouts qui remplissaient leurs bouilloires de bières ou de vin. Ne parlons pas des jeunes et encore moins des intellectuels : consommer l'alcool était devenu alors, le critère de l'évolution à l'époque. C'est le Parti Démocratique de Guinée qui a mis fin à ce mal, qui l'a dénoncé sans pitié. C'est également le Parti Démocratique de Guinée qui, sans arriver à la détruire, a beaucoup atténué **la débauche** dans le Fouta. C'est le Parti Démocratique de Guinée qui a dénoncé **le vol** devenu alors chose courante. A Conakry, à cette époque, lorsque dix voleurs se trouvaient devant un commissaire ou devant le tribunal, l'on comptait au moins 3 ressortissants de la Moyenne-Guinée. C'est un fait vécu et vous pouvez consulter la statistique des condamnés pour vol. C'est le Parti Démocratique de Guinée, qui aime son Peuple, qui ne se livre pas à la démagogie et qui ne parle pas pour plaire, mais pour servir, qui a dénoncé et combattu le vol. **Le navétanat**, cette forme d'exode rural, a toujours été combattu par le Parti Démocratique de Guinée ; mais sur ce point, il faut l'avouer, le Parti Démocratique de Guinée a échoué. En effet, la première tentative de mettre définitivement fin au navétanat avait consisté, dès les premières heures de l'indépendance, à débloquer une somme de cent millions de francs pour installer, alors dans la zone de Youkounkoun, Saréboïdo et Koundara, dix mille travailleurs peulhs. Nous avons alors mis à leurs disposition des vêtements, des outils de travail, des denrées alimentaires et les semences pour toute la période

29 août — 4 sept. 1976 — 19



agricole en leur disant : « **Au lieu d'aller au Sénégal humilier la Nation, voilà ce que le Peuple de Guinée met gratuitement à votre disposition pour valoriser votre sol** ». Malgré cela, le navétanat n'a pour autant cessé et d'aucuns, bien au contraire, disaient : « Laissez ces gens, ce sont des maudits ! ». Nous avons alors répondu : « **non ! On ne naît pas maudit ! Aucun homme n'est maudit à sa naissance.** Il faut continuer la lutte, connaître les causes déterminantes d'une telle attitude illogique et amener l'homme à un réflexe correspondant à sa dignité, à son progrès et au bonheur de son Peuple. Cette lutte, le Parti Démocratique de Guinée entend la mener jusqu'à la victoire totale ! **Il faut sauver le voleur, la prostituée, l'alcoolique, le navétane : c'est un devenir qui sera assumé** ».

La « **Situation Particulière du Fouta** » pose donc des devoirs à la Révolution. Et ces devoirs, nous devons en être conscients. **Mais qu'est-ce qui a desservi la prise de conscience générale des populations de la Moyenne-Guinée ? C'est l'attitude opportuniste de la plupart de ses cadres intellectuels ! C'est un fait regrettable, mais aussi un fait objectif !** Du temps de la colonisation, ils avaient démissionné du camp de la lutte ; car ils se comptaient au bout des doigts, les peulhs, jeunes ou vieux intellectuels, qui militaient ardemment dans les rangs du Parti Démocratique de Guinée. Et très souvent, ceux qui venaient au Parti étaient bannis de leur famille, isolés de leurs collègues originaires du Fouta parce que considérés comme étant à la remorque des « étrangers ». **L'étranger, c'était le Soussou, le Malinké, le Forestier, les camarades des autres régions de la Guinée, cependant que l'on faisait très bon ménage avec le colonisateur ; l'on s'acoquinait avec le colon blanc et l'on se prostituait avec lui. L'on a inculqué au Peulh l'idée qu'il n'est pas Noir** et certains vont jusqu'à la recherche de leur origine en Somalie, en Ethiopie, ou ailleurs et refusent de vivre leur temps, leur espace et de comprendre leur Peuple. Cet esprit raciste a eu une influence néfaste sur beaucoup d'intellectuels ! Mais quelle en était la réalité ? C'est que, **intellectuels qu'ils étaient, ils n'étaient pas avec les masses populaires, lesquelles étaient abandonnées à elles-mêmes.** Ils cherchaient plutôt, de manière opportuniste, à vivre en bons termes avec les chefs de village et de canton, avec le régime colonial et certains d'entre eux n'ont obtenu de grands diplômes qu'au prix de leur obséquiosité.

En 1958, après que le P.D.G. ait supprimé définitivement la chefferie traditionnelle dans les institu-

tions administratives du pays, toutes les organisations fondement de cet acte de portée sociale combien salutaire pour nos populations ; n'est-ce pas que seuls les étudiants guinéens d'origine peulhe, dirigeant à l'époque la F.E.A.N.F. (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France), s'élevèrent contre la décision du Parti Démocratique de Guinée et demandèrent, par une motion au gouvernement colonial français, le rétablissement de l'institution abrogée ? Ces intellectuels tarés proclamaient honteusement dans leur motion que : « la chefferie coutumière était une base essentielle de l'équilibre de la société africaine et revêtait de ce fait une valeur inestimable pour la pérennité de la présence française en Afrique ? » Voilà encore un acte de trahison ignoble, une forfaiture à l'égard du chemin du progrès choisi par le Peuple guinéen en vue de la maîtrise par lui de l'histoire !

Il est vrai, et nous le faisons remarquer que la plupart des étudiants peulhs d'alors étaient issus des seules familles appartenant à la féodalité et à la bourgeoisie aristocratique du Fouta, ce qui explique le mépris affiché que ces prétendus intellectuels ont toujours nourri à l'endroit des masses populaires et des droits politiques et sociaux qu'elles ambitionnaient de conquérir pour vivre désormais libres, responsables et dignes.

Ainsi, nous devons admettre qu'intellectuels qu'ils puissent être, ils ne le sont et ne le demeureront que pour leur classe, préoccupés qu'ils resteront du maintien des privilèges illégitimes qui les ont distingués du commun de la collectivité peulhe.

Ainsi, le racisme les amenait à une interprétation toujours subjective des faits de l'histoire. Un proverbe africain explique que le crapaud ne regarde que le sol, mais jamais le soleil, et conseille à ceux qui voudraient amener le crapaud à regarder le soleil de ne point perdre leur temps. En effet mettez un crapaud à un mètre, sur le tronc d'un arbre, pour qu'il puisse y monter ; il retombe ! Mettez-le à deux mètres, dès que vous le lâchez, il retombe de nouveau ; mettez-le à 3 mètres, dès que la main l'abandonne, il retombe toujours. Dites-vous aussi que **c'est le racisme qui fait tomber l'homme, quelle que soit sa situation, quel que soit le niveau de sa fortune, quel que soit le degré de son instruction.**

Par contre, mettez seulement le margouillat sur le tronc, et lestement, vous le verrez franchir tout l'espace et atteindre la cime de l'arbre. Eh bien, cela c'est l'esprit progressiste ; il faut l'avoir pour s'assurer une promotion constante.

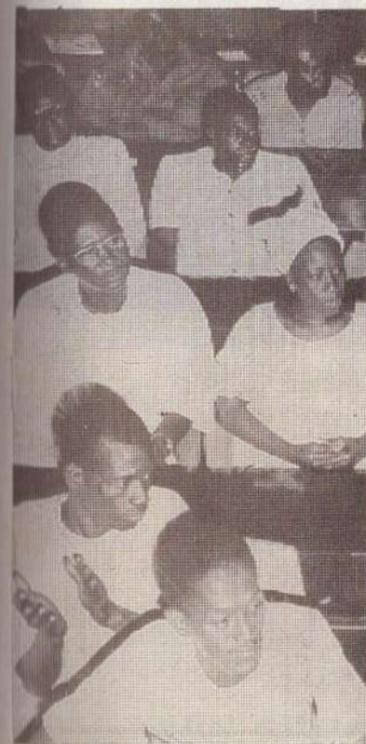


Mais parler de la race, c'est se condamner soi-même. Car, quiconque condamne son origine, sa source, la source et l'origine de toutes valeurs qu'il pourrait acquérir dans la vie, s'est déjà isolé du progrès ; il s'est condamné dans l'existence. C'est de l'ingratitude. C'est pourquoi, nous devons savoir que **l'hypocrisie ne paie pas ! La fourberie ne paie pas ! Le racisme ne paie pas ! Le racisme dégrade et avilit l'homme.**

Soumis qu'ils étaient à la force féodale et au pouvoir colonial, ces attardés en voulaient encore aux Soussous, aux Djalonkés, aux Sénégalais, Maliens, Ivoiriens se trouvant alors en Guinée et qui avaient créé et animé dans les Cercles Administratifs du Fouta les sections du Parti Démocratique de Guinée en vue d'assurer la défense des intérêts des masses populaires. **Au Fouta, la féodalité nous a été moins hostile que les intellectuels du Fouta, car aucun chef ne nous a insultés publiquement, qu'il nous soit permis de le dire, mais les intellectuels nous insultaient à longueur de journée pour plaire aux chefs et aux commandants blancs.** Cette attitude et ce comportement indiquaient simplement qu'ils étaient aliénés et dépersonnalisés au maximum.

Ainsi, revenons, à l'époque, à Labé, et recensons les seuls dirigeants et militants notoires de la Révolution. D'abord de 1947 jusqu'en 1961 nous pouvons citer quelques noms :

- 1 M'Bemba Diakhabi, Maître ouvrier
- 2 Doudou Fall — Gérant S.C.O.A.
- 3 Maguette Dione — Maître ouvrier
- 4 Mamadou Tounkara — Commis P.T.T.
- 5 Mamady Camara — Commis expéditionnaire
- 6 Sékou Chérif — Commis expéditionnaire
- 7 Aholansu André — Commis P.T.T. (Béninois)
- 8 Balla Keïta — Surveillant T.P.
- 9 Falilou Diallo — Instituteur
- 10 Mama Chérif — Dioula
- 11 Hadja Damba Kouyaté — Ménagère
- 12 Pivi Siba — Surveillant T.P.
- 13 Mamadou Labico Diallo — P.T.T.
- 14 Karamoko Samaké — Menuisier.
- 15 Mory Diakhabi — Secrétaire
- 16 Souleymane Sano — Météo
- 17 Karamoko Fofana — Agent de commerce
- 18 Saliou Kouyaté — Commis aux écritures
- 19 Bounama Sakho — Mécanicien
- 20 Samba Cissoko — Chauffeur



- 21 Mme Mama Yimbé
- 22 Thierno Oumar Diallo
- 23 Samba Soumaré
- 24 Mme Djénabou Damba
- 25 Thierno Sakoba
- 26 Jean-Marie Koumbassa
- 27 NDa Ehoulé
- 28 Tata Doumbouya — Instituteur
- 29 Ibrahima Sow — Instituteur
- 30 Mamady Camara — Financier

A Tougué jusqu'en 1961

- 1 Mamadou Bady Baldé — Commis expéditionnaire
- 2 Mouctar Baldé — TP
- 3 Ismaila Barry — Commis expéditionnaire
- 4 Soriba Camara — Médecin
- 5 Alpha Lv — Commis aux écritures
- 6 Amadou Sow — Instituteur
- 7 Mouctar Baldé — Infirmier vétérinaire
- 8 Douba Mara — Maître maçon
- 9 Daouda Bah — Boucher
- 10 Saliou Diallo — Infirmier
- 11 Farba Mamadou Dieng — Gérant commerce
- 12 Amar Baldé — Directeur SMDR
- 13 Kouyaté Diéli Mamadi — Cultivateur
- 14 Tounkara Mamadou — Commis SAFC
- 15 M'Bemba Diarra — Assistant Police
- 16 Capitaine Diouldé
- 17 El Hadj Mouctar Touré
- 18 Mme Pété Baldé

A Pita jusqu'en 1961

- 1 Sory Keïta — Commerçant
- 2 Léon Maka — Instituteur
- 3 Mamadou Lamarana Barry — Infirmier
- 4 Modi Mamadou Bah — Commis aux écritures
- 5 Abdoulaye Diallo — Infirmier
- 6 Fodé Momo Bangoura — Commerçant
- 7 Djiba Camara — Instituteur
- 8 Siradiou Baldé — Chef circonscription
- 9 Salimadi Fofana — Boucher
- 10 Nanamoudou Diakité — Médecin
- 11 Mme Diakité — Sage-Femme
- 12 N'Cissé — Ménagère
- 13 Mme Bobo Barry
- 14 Mme Hadiatou Fofana
- 15 Gouly Camara

- 16 Sékou Touré
- 17 Difory Camara
- 18 Mme Marie Condé
- 19 Moussa Doumbouya — Instituteur

A Dalaba jusqu'en 1961

- 1 Abdoulaye Touré — Menuisier
- 2 Samba Lamine Traoré — Instituteur
- 3 Almamy Koïta — Infirmier vétérinaire
- 4 Mamadou Tahiré — Infirmier
- 5 Karim Bangoura — Menuisier
- 6 Makoto Camara — Ménagère
- 7 Hawa Camara — Ménagère
- 8 Pierre
- 9 Seydouba Conté — Scieur de long
- 10 Ban N'Diaye — Menuisier
- 11 Laminé Camara — Menuisier
- 12 Moustapha Camara — Menuisier
- 13 Amadou Koïta — Apprenti chauffeur
- 14 Albert Diakité — Commerçant
- 15 Baba Gallé Camara
- 16 Ahmadou Diabi Sow
- 17 Oumar Baldé
- 18 Chérif Diallo

A MAMOU JUSQU'EN 1961

- 1 Aboubacar Doukouré — Instituteur
- 2 Bokar Biro Barry — Instituteur
- 3 Bella Doumbouya — Comptable Trésor
- 4 Pléah Koniba — Médecin
- 5 Damomo Camara — Agent de commerce
- 6 Fodé Bramaya
- 7 Mme Bobo
- 8 Tourou Sylla — Ménagère
- 9 Mamadou Diop — T.P.
- 10 Coumbassa David — Agent de commerce
- 11 Oumou Cissé — Ménagère
- 12 Aissata Konaté — Ménagère
- 13 Hadja Adouba — Ménagère
- 14 Mme Mama Traoré
- 15 Morlaye Camara
- 16 Oularé Ansoumane
- 17 Balla Camara — Inspecteur de Police
- 18 Mohamed Lamine Touré
- 19 Djéli Bangaly
- 20 Alpha Oumar Barry
- 21 Mody Nouhou Barry



- 22 Alpha Bakar Barry
- 23 Mme Katty
- 24 Biro Diallo
- 25 Daouda Bangoura

A DINGUIRAYE VERS 1956

- 1 Alpha Kabiné Keïta — Commis expéditionnaire
- 2 Oumar Condé — Commis aux écritures
- 3 Baba Traoré — Cultivateur
- 4 Boubacar Oularé — Infirmier
- 5 Moriba Mono Cé — Infirmier
- 6 Oumar Gouressi Tall
- 7 Mountaga Tall
- 8 Raymond Camara Infirmier
- 9 Madina Ba

A MALI JUSQU'EN 1961

1. Lamine Bangoura, Instituteur
2. Bamba Conté, Infirmier
3. Soriba Bangoura, Menuisier
4. Almamy Camara, Chauffeur
5. Victor Damba, Menuisier
6. Seydouba Sylla, Menuisier
7. Amadou Fofana, Cultivateur
8. Amadou Macina, Forgeron
9. Néné Founé Tounkara, Ménagère
10. Souleymane Sow
11. Amara Fofana
12. Mohamed Baïlo Baldé
13. Mme N'Sira Sylla
14. Oumar Lobo Diallo
15. Thierno Oumar Diallo
16. Néta Kanté

A TELIMELE VERS 1961

1. Famba Kourouma
2. Alfadio Touré
3. Talibé Diallo
4. Koramadi Fofana
5. Oumar Bella Bah
6. Bangaly Keïta
7. Abdoulaye Diabi
8. Mouctar Baldé
9. Yaya Diallo
10. Diouhé Diallo
1. Aïssata N'Diaye
2. Binta Diallo





13. Ibrahima Sambou
14. Mamadou Thierno
15. Salifou Camara
16. Samba Koroma

A YOUKOUNKOUN

1. Kémo Kéita
2. Ansoumane Magassouba
3. Florentin Agboliagbo
4. Mamady Kourouma
5. Foto Gobayé
6. Mmè Hawa Soumano
7. NDoungou Fofana
8. Nouhou Boiro
9. Thiala Gobayé
10. Sara Djouma Diallo
11. Moustapha Diaboula
12. Missa Kourouma

A GAOUAL

- 1 Mamady Condé
- 2 Bounka Mané
- 3 Aguibou Diallo

Quand on consulte, de 1947 à 1959, les listes des Directions des Comités, Sous-Sections et Sections du P.D.G., l'on ne rencontre que des noms de Soussous, de Malinkés, de Forestiers ou d'Africains non originaires de Guinée. Cela indique bien qu'il y eut une démission générale des cadres peulhs, et ceux qui prirent position dès le début, tels que le camarade Saïfoulaye Diallo et d'autres, furent absolument isolés du milieu. Y avait-il un baptême, un mariage, des événements familiaux chez eux, aucun peulh, se disant authentique, ne pouvait venir y participer car la famille idéologique, leur famille idéologique à base raciste, seule comptait pour eux, en opposition à la famille idéologique du P.D.G.

Ainsi, les choses, dès le début, furent claires. C'est le P.D.G. qui n'a pas voulu leur donner le prix qu'ils méritaient. Puisqu'ils avaient peur du colonialisme, du pouvoir colonial, du pouvoir féodal, ils prouvent par là depuis toujours qu'ils n'aiment que la soumission et qu'il faut les y maintenir. En effet, un proverbe africain dit : « Quand vous savez que quelqu'un n'a pas honte, et ne peut qu'avoir peur, alors imposez-lui la peur pour qu'il vous respecte, puisqu'il n'a pas honte ». Effectivement, de tels hommes-là n'ont vraiment pas honte. Nous allons vous en donner quelques faits :



Dès que le P.D.G. a eu une certaine puissance, un certain pouvoir, qui a-t-il désigné comme premier gouverneur africain de Labé ? Nous avons investi son adversaire numéro 1 de l'époque, **Thierno Mamadou Bah**. Un peu partout, nous avons donné les meilleures places à ceux-là, pensant qu'ils nous prenaient comme eux et qu'en leur prouvant le contraire, en leur prouvant que seuls comptent pour nous la Guinée, son unité et son devenir, ils rejoindraient peut-être alors les rangs du P.D.G. avec sincérité. Tel fut notre calcul. Mais hélas ! Nous nous sommes trompés, car celui qui veut de l'enfer n'ira jamais se promener au paradis !

Ainsi, en parlant de racisme, ils n'examinent pas la situation réelle, celle que nous avons analysée au cours du meeting le 9 août 1976, à savoir que l'immense majorité des citoyens du Fouta-Djallon relève des collectivités Diallonkés, Sarakolés, Toucouleurs, Bassaris, Koniagués, Diakankés de Touba. Dans l'ensemble du Fouta, les Souaré, Tounkara, Diaby, Touré, Sow, Doumbouya et Keïta sont les plus nombreux ; les Diallo, Barry et Bah constituant une nette minorité. Nous le proclamons ici parce que c'est la réalité sociale du Fouta.

Nous disons bien que Koubia, Mali, Koundara, Gaoual, et Tougué ne comptent de Peulhs que dans la proportion de 30 à 40 %, c'est la réalité. Que Mamou et Téliélé n'en comptent que dans la proportion de 55 à 70 %, c'est également la réalité. C'est aussi lorsqu'après avoir construit son barrage en vue de l'adduction d'eau de Labé, la Fédération de cette Région avait voulu donner au barrage le nom de notre épouse, nous avons répondu : « merci de cet honneur, mais notre camarade Andrée vous propose de baptiser ce barrage du nom de celui que nous ne devons pas oublier, le fondateur de Labé : **Mangalabé** ». C'était pour rappeler encore à nos frères peulhs que c'est un Djallonké qui a fondé Labé ! Ne l'oubliez pas !

Et nous devons encore rappeler, comme nous l'avons déjà souligné, que beaucoup de personnes du nom de Diallo, Barry, Baldé ou Sow n'ont été des Diallo, Barry, Baldé ou Sow que depuis seulement 50 à 60 ans. En voici un exemple : vous vous souvenez de ce grand savant, cet érudit de l'Islam — que son âme repose en paix, car, nous avons tous de l'admiration pour lui — que fut **Thierno Aliou Bhouba N'Diyan**, respecté dans le monde entier pour sa grande culture et sa sagesse, lesquelles lui ont donné un véritable



rayonnement. Qu'il nous soit permis de le réhabiliter ! Ses enfants, ses petits-enfants vivent et l'un d'eux est Directeur Adjoint de l'OBK, le camarade Mountaga Baldé. Eh bien, sachez que notre conférence d'octobre 1975 à Labé préparait la compréhension des événements de 1976. Mais, ceux qui n'ont pas de vision historique ne pouvaient pas nous comprendre. Nous demandons maintenant aux intellectuels peulhs de revoir et de relire le numéro de Horoya qui a publié notre intervention à la conférence d'octobre 1975 à Labé traitant de l'homme, de la nature physique, de la conscience et de l'histoire. Nous avons bien fait de prendre comme centre de démonstration des thèmes de l'histoire à l'époque, un de nos camarades le camarade **Thierno Abdourahmane, qui est un grand militant du P.D.G. descendant de ce même Thierno Aliou Bhoubha-N'Diyan** et qui a contribué activement au progrès du P.D.G. en Moyenne-Guinée. Les militants étaient étonnés sans doute qu'à l'époque, nous l'ayons choisi comme commandant d'arrondissement, quoiqu'il ne fût pas bien lettré en français, et que nous l'ayons même toujours chargé de mission à l'extérieur. **C'est parce qu'il incarne des valeurs positives.** Au cours de cette conférence, nous l'avons pris comme sujet de notre thème et avons dit ceci : « regardez notre frère, c'est la conscience qui permet à l'homme de représenter le temps dans son unité : hier, aujourd'hui, et demain. C'est la même chose en regardant l'homme, vous pouvez tout voir. En le regardant encore, vous le verrez dans le devenir. Le petit qui passe, vous le verrez père, grand-père ; et nous avons déclaré que c'est un trait de la culture humaine. Mais l'homme cherche à mieux comprendre la nature qu'à se comprendre soi-même. En regardant ce camarade, nous voyons que dans sa famille il y a de toutes les races. **Il est Bah, mais comprend aussi les Doukouré, des Diallo, des Touré, des Souaré etc...** » Et en conclusion, **on flétrissait le racisme.** Or, ce grand savant dont est fière la Guinée et dont se réclame, sur le plan spirituel, les musulmans de la Moyenne-Guinée, **Thierno Aliou Bhoubha-N'Diyan, dont les descendants sont également légitimement très fiers du rayonnement spirituel, était un Sarakholé.** En effet, le père de Thierno Aliou Bhoubha-Ndiyan arrivé à Labé, fût logé à Do-ou-Soarès, le quartier réservé aux étrangers. Présidant les prières, il arriva à s'imposer par son savoir, sa sagesse, son honnêteté et devint une notabilité très influente et respectée. Il créa un village dénommé « **Bhoubha-Ndiyan** » ce qui signifie en peulh



« eau fraîche » où naquit son fils Aliou dont le nom fut Thierno Bhoubha-N'Diyan, lequel à son tour, créa un village qui porta le nom « **Manda-Sarankhollé** » devenu par la suite « **Manda-Saran** » où furent regroupés les Sarakollés et ses Talibés. **Nous précisons encore que Thierno Aliou Bhoubha-N'Diyan était un Doukouré de la race Sarakhollé,** un grand savant de l'Islam en Afrique et en Guinée. C'est qu'à l'époque où les Peulhs établissaient leur pouvoir dans le Fouta, tous ceux qui appartenaient à l'élite intellectuelle, à l'élite militaire, à l'élite dans quelque domaine que ce soit, ou à tous ceux qui étaient estimés comme telle par la féodalité, **devaient être ennoblis en changeant leurs noms contre des noms authentiquement peulhs.** Vous verrez encore aujourd'hui dans une même famille les enfants de même père et de même mère s'appeler les uns Bah, les autres Baldé ! Mais on vous dira que c'est la même chose ! C'est ainsi que vous verrez plus tard les fils de ceux-là qui ont changé de nom, qui étaient des Malinkés, des Markas, des Toucouleurs, des Djallonkés, Sarakholés, Diakankés, insulter leur propre origine parce que l'ignorant parfois, mais toujours baignant dans une atmosphère raciste entretenue en Moyenne-Guinée d'une façon permanente.

CROISER LE FER AVEC LES RACISTES

Pour nous, le nom ne fait pas l'homme. Et nous affirmons qu'est bien petit d'esprit, celui qui veut que les valeurs de son père, de son grand-père lui soient reconnues. **L'homme intelligent est celui qui sait qu'il n'y a de valeur, de réelle valeur que celle engendrée par le mérite de l'homme.** C'est pourquoi nous devons continuer la tâche d'éducation pour amener tous les citoyens à interpréter objectivement les faits de l'histoire en faveur du Peuple qui, seul, demeure, et à abandonner le particularisme. Car, **nous voulons être une Nation forte, une Nation homogène.** Nous voulons préparer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants et nous devons savoir déposer à cette gare tout ce qui est devenu caduc et emprunter d'autres moyens dynamiques et efficaces pouvant servir à la consolidation des bases de la Nation.

Quand un homme, comme le faisait le raciste intellectuel peulh, se vante d'être intelligent, c'est qu'il est tout simplement bête. Quand un homme se vante d'être un cadre, c'est qu'il n'a jamais été un véritable cadre. Quand un homme se vante du grand nombre de sa famille ou de son ethnie, c'est qu'il manque alors la vraie qualité à ce groupe là. **Car en effet, le nombre, pour avoir quelque valeur, doit**



être à la dimension de la valeur sociale. Mais ici, on veut même tronquer l'histoire en donnant des chiffres qui n'ont jamais existé !



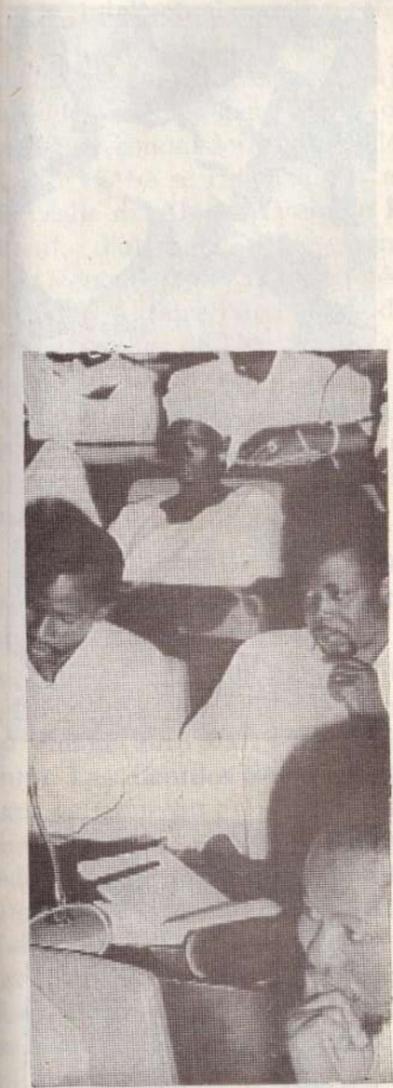
Il faut lire ce que ces individus écrivent ou clament cyniquement en Europe, ces insensés perdus pour l'Afrique et la Guinée !

Nous disons donc que toutes les Régions de la Moyenne-Guinée doivent vivre désormais l'atmosphère de la Révolution populaire et démocratique. En plus de la force de nos arguments que partagent les intellectuels militants honnêtes de la Moyenne-Guinée, nous utiliserons la force brutale contre ceux qui ont des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre. Ils sauront qu'on n'a jamais eu peur d'eux, qu'on les respectait, mais que, comme ils n'aiment pas le respect, nous leur présenterons ce qu'ils aiment, la force brutale !

Puisque c'est le racisme qui est utilisé pour mettre le pays à la disposition de l'impérialisme néo-colonialiste, nous devons tout faire pour la déraciner. Nous ne prions plus personne, nous nous imposons ; cela est clair ! Ceux qui croient que les responsables du P.D.G. ont peur, n'ont rien compris à l'histoire. La peur réelle qui nous étreint, la peur que nous avons partout, c'est la peur d'avoir peur ! Et c'est pourquoi, l'adversité des racistes, nous la recherchons désormais ! Nous voulons, partout, croiser le fer avec eux !

Chaque fois, nous leur parlions pour leur dire ce qui arrive, pour les instruire, les éduquer, pour leur éviter la honte du lendemain ; mais ils n'écoutent pas ! Aujourd'hui, au lieu de les prévenir que demain leur donnera tort, nous leur indiquons qu'aujourd'hui même, ils ont tort ! Et c'est pourquoi, le racisme doit s'arrêter, nous l'avons dit et nous le répétons !

Le Peuple suit l'attitude raciste de certains cadres qui, une fois à la tête d'une société, d'une entreprise, d'un service, ne recrutent que les seuls peulhs. S'agit-il d'avancement ou de mutation, c'est la même couleur raciste qui détermine les attitudes. Quand il s'agit de mettre à la retraite, il suffit d'observer, on trie sérieusement pour que ceux considérés comme parents puissent encore rester en service ; alors, on alignera le nom des autres qui doivent être mis à la retraite. Et quand les cadres peulhs sont nombreux dans un service, c'est tout de suite, la paralysie totale. Nous le disons en vous donnant un exemple que vous connaissez bien parce que vous le vivez. Si nous nous van-



tons d'avoir formé beaucoup d'ingénieurs des TP, prenez la liste et vous verrez que ce sont nos frères peulhs qui sont les plus nombreux. Mais regardez à Conakry même, quel est l'état des routes ! Les choses sont claires ! Une tactique était adoptée par la plupart d'entre eux : sur le plan verbal, il faut être révolutionnaire, au maximum ; il faut faire les plus longs rapports, faire usage des propos les plus flatteurs, mais dans l'action concrète, l'on reste assis et l'on sabote tout ! On est allé, dans cet esprit de désorganisation, de démolition, de destruction, et de haine à l'égard des autres ethnies, jusqu'à introduire l'injustice dans les milieux des jeunes. Certains professeurs peulhs, à l'heure de la Révolution culturelle socialiste, regardent le nom de l'élève avant de donner la note que mérite sa race. Nous nous excusons auprès des Peulhs honnêtes qui pourraient penser à une exagération. Mais tout ce que nous disons, nous en avons les preuves. Et si vous les voulez, nous vous les fournirons à tout moment. Nous ne nous livrerons jamais à la démagogie, au mensonge, car si l'homme ne peut pas payer, Dieu lui paiera, si nous ne disons pas la vérité ! Certains notaient en fonction de la race ; et même les cours sont sabotés, pendant ce temps, l'on dit à ses parents : « venez à la maison » ! et là on leur donne un complément de formation. Certains professeurs allaient jusqu'à refuser à des étudiants non Peulhs, le prêt de livres précieux pour les réserver aux seuls étudiants de leur race. Ces pratiques sont connues et ont cours même à l'Institut Polytechnique ; des étudiants sont venus nous en donner des preuves irréfutables ; nous parlons en connaissance de cause. Encore une fois, nous avons assez du racisme, nous en avons par dessus la tête !

Camarades,

Comme nous l'avons dit, de longues années durant, la Guinée a subi la dictature raciste peulhe dans l'attribution des bourses d'enseignement supérieur à l'extérieur. Nous trouvions cela normal, pensant que c'étaient, malgré tout, des jeunes du pays qui, fussent-ils de la même famille, à l'heure de la Révolution, auraient servi le Peuple avec dévouement. Mais nous constatons aujourd'hui le contraire. Notre regret est d'avoir tant laissé faire. Et nous savons aussi que 360 anciens étudiants guinéens devenus médecins, pharmaciens, professeurs, comptables, électroniciens, administrateurs, ingénieurs, économistes, pilotes etc... ont refusé de rejoindre la patrie. Ils sont en France, aux Etats-Unis, en Allemagne Fédérale, en Suisse, au Sénégal, en

Côte d'Ivoire, au Gabon, au Zaïre, et ne cessent de bavarder à longueur de journée sur le Peuple de Guinée qui a financé leurs études. Ils entourent le régime de haine, et méprisent le Peuple de Guinée. Ils le calomnient à longueur de journée. Et quand bien même le français, l'américain, l'allemand, l'ivoirien, le zaïrois, le sénégalais ou des citoyens d'autres pays essaient de dire la vérité sur la Guinée, ils les traitent de propagandistes de Monsieur Seku Ture, alléguant qu'eux seuls disent la vérité et ceux-là sont dans l'erreur ! Lisez dans le journal « Jeune Afrique » les articles sous leur plume et vous verrez que tous les jours, des mensonges ignominieux sont diffusés. Aussi, nous vous posons la question :

Puisque dans plusieurs familles peulhs, le pays a attribué des bourses à 1, 2, 3, voire 4 de leurs enfants qui, au terme des études, ont trahi la Nation pour se réfugier ailleurs et combattre le régime guinéen. Devons-nous continuer à leur accorder des bourses ?

Réponse unanime de l'assistance : NON !

Alors, nous proclamons sans détour : racisme = RACISME, et pour l'illustrer, nous vous rappelons ce proverbe africain qui dit : « lorsque vous dansez avec un aveugle, de temps en temps, piétinez-le pour qu'il sache qu'il n'est pas seul » !

Ainsi nous réaffirmons notre position qu'en Guinée, et jusqu'à la fin de l'université, tous les camarades sont à égalité : peulhs, soussous, malinkés, guèzès, kissiens, tomas, bassaris, koniagués etc.. Cependant, pour l'extérieur, il ne sera plus attribué de bourses aux peulhs aussi longtemps que ceux restés à l'extérieur n'auront pas rejoint la patrie !

(Applaudissements enthousiastes et prolongés de l'assistance)

Camarades, nous vous remercions de cette approbation enthousiaste et unanime qui traduit la prise de conscience de notre Peuple face à ceux qui veulent détruire son Régime. En effet, nous n'allons pas continuer à multiplier les moyens entre les mains de l'ennemi de la Guinée.

Ce sont ces traîtres qui induisent toujours en erreur les autres Peuples, les Peuples d'Afrique, les Peuples européens, les Peuples américains quand il s'agit d'apprécier la situation guinéenne. Ils font plus de mal à la Guinée que l'impérialisme et le colonialisme, parce que se réclamant de la Guinée, ils donnent un semblant d'authenticité à leurs mensonges flagrants. Ce sont des traîtres à leur Patrie, rien d'autre.



Or, intellectuels peulhs, relisez la conférence d'octobre 1975 à Labé ! D'entrée de jeu, nous avons déclaré que la trahison ne paie pas, et avons ajouté : « Prenons en témoignage les vieilles générations de Labé et du Fouta. Tous ceux qui connaissent véritablement l'histoire de notre ville de Labé se rappelleront aussitôt **la fin tragique qui a été celle de Alpha Gassimou Diallo**, cet homme honnête, instruit, d'attitude noble, honteusement trahi » ! Nous avons encore pris Labé en témoignage pour inviter ses habitants à faire l'inventaire des familles, de toutes les vieilles familles de Labé qui avaient trempé dans cette trahison. Ils constateront qu'elles sont toutes en train de s'éteindre, car Dieu paie toujours les traîtres avec ce qu'ils méritent. Encore une fois, la trahison ne paie pas et tous ceux qui ont trahi Alpha Gassimou DIALLO l'ont payé à travers le temps.

Et maintenant, nous posons la question de savoir qui était le grand résistant dont on a jamais assez parlé, qui appartenait à la famille la plus représentative du patriotisme guinéen et peulh, l'incarnation de la farouche volonté de liberté, de dignité et de progrès ? **Eh bien c'était l'Almamy Bokar Biro Barry** de Timbo (Mamou) qui fut Roi du Fouta. **Les familles Sorya et Alphaya s'alternaient** chaque 2 ans au trône du FOUTA. Le Roi **Bokar Biro Barry** appartenait au clan Sorya et résidait à Timbo, capitale de la Fédération du Fouta. C'était lors de la grande bataille, désormais historique de **Porédaka** (village natal de Telly Diallo) que l'Almamy Bokar Biro fut victime de la défection traîtresse de la province de Labé d'une part et de l'action désorganisatrice d'une 5^e colonne intérieure constituée par des rivaux d'autre part. Ce fut cette 5^e colonne intérieure qui organisa la destruction de la poudrière de Porédaka. C'était un frère ennemi du clan Sorya du nom de Sory Yilili qui fut l'âme de cette trahison. Ainsi, l'Almamy Bokar Biro Barry avait été trahi, ignoblement trahi. Et trahi encore au Fouta, par les Peulhs, alors que ses alliances avec les Soussous, les Malinkés, les Djallonkés avait été respectées par ces ethnies. Les familles peulhs avaient trahi l'Almamy du Fouta et l'avaient livré à l'ennemi commun de l'Afrique, le colonialisme français ! La trahison, encore une fois, ne paie pas. **Et ceux qui avaient trahi Alpha Yaya, Gassimou Diallo, ceux qui avaient trahi Bokar Biro Barry ne peuvent pas avoir des enfants ayant une conduite de dignité, si ceux-ci ne se confient pas au P.D.G., l'organisation révolutionnaire capable d'extirper de leur être, jusqu'à**



la racine, la félonie de leurs pères, car, il y a une continuité historique qui marque d'une tare et d'un sceau indélébiles la personne et la vie des individus. Cette continuité est marquée de la nature de l'éducation qui relève de l'interprétation des faits de l'histoire. Ces choses s'expliquent. Pour qu'il y ait un changement profond, il faut le choix d'une éducation révolutionnaire hautement humaine, fondée sur la vérité et le progrès. Ceux qui avaient trahi Bokar Biro Barry ont aussi trahi Alpha Yaya, et par trois fois ; vous le savez vous-mêmes. Le roi du Wassoulou, le roi de Boké, le roi de Macenta, eux, n'ont pas été trahi par les leurs. Pour les vaincre, eux, il y a eu seulement la supériorité des armes de destruction utilisées par les colons. Mais au Fouta, toutes les défaites de l'empire du Fouta relevèrent de la trahison des peulhs à l'endroit de leur propre Etat. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous aurions été à l'aise si nous nous appelions Amadou Sékou Barry ou Amadou Sékou Diallo pour dire toute la vérité et nous faire comprendre par nos frères Peulhs. Mais disons-nous la vérité. **Il faut que la trahison soit extirpée et bannie définitivement du comportement du Peulh. Il faut enfin sauver cette partie de la Guinée, car il s'agit d'un problème de fond.**

Le mal que font ces traîtres-là est profond. Si aujourd'hui, la Guinée ne peut s'entendre ni avec la Côte d'Ivoire, ni avec le Sénégal, la responsabilité principale en incombe vraiment à qui ? A eux seuls, cadres peulhs ! Mais soyez sûrs que lorsque le Peulh ivoirien, le Peulh sénégalais accèderont à la liberté, ils écraseront et conduiront à leurs tombeaux tous les cadres racistes peulhs qui habitent Abidjan ou Dakar ! soyez en sûrs !

Ce sont eux également qui induisent toujours en erreur les gouvernements français, américains allemand. Tous ces gouvernements désireux de traiter avec la Guinée, sont intoxiqués par leurs informations mensongères débitées à longueur de journée, à la seule fin de décourager ces pays dans leurs intentions louables vis-à-vis du Peuple guinéen.

Ils sont sans Patrie, ces racistes peulhs forcenés, parce qu'ils se disent ne pas être des Noirs. Ils sont encore et toujours à la recherche de leur Patrie. Ils ne peuvent plus avoir de Patrie, parce qu'ils n'ont pas une ligne de conduite exigeant l'accomplissement de devoirs sacrés. Aliénés qu'ils sont, ils ne pensent qu'à l'argent, et pour eux. **C'est pour-**



quoi, nous devons être d'accord de ne plus accorder de pitié aux traîtres. Plus de pitié pour les racistes, plus de pitié pour les saboteurs !

LIBERER LE FOUTA

En effet, la période pré-coloniale a enregistré de nombreuses trahisons successives qui ont fait la honte du Fouta. Par la suite, toute la période de lutte de libération nationale, anti-colonialiste a aussi enregistré la démission, sinon de la totalité des intellectuels peulhs, du moins de la plupart. Que ceux qui sont restés toujours fidèles au régime veillent nous excuser, mais puisqu'il s'agit de parler d'une collectivité, nous déplorons que pour le cas précis, l'élément dominant soit constitué de racistes.

Aussi, faut-il souligner qu'au référendum du 28 septembre 1958, quand toute la Guinée brandissait le bulletin « NON » pour l'indépendance et la dignité, c'était encore le Fouta qui brandissait le « OUI » pour signifier honteusement : « nous voulons rester soumis au colonialisme » ! Ils ne voulaient pas de l'indépendance, ces Peulhs et ils ont humilié notre Peuple avec un vote massif de « OUI ». Au lieu d'en avoir honte, ils veulent encore détruire notre indépendance. Cela ne se fera plus jamais, et s'il faut que toute la Guinée se mette encore debout, couteaux, marteaux et fusils en mains pour les supprimer, les amener au tombeau et les ensevelir, la Guinée assumera ses responsabilités ! C'est la déclaration de guerre ! **Ils veulent d'une guerre raciale ? Eh bien nous, nous sommes prêts quant à nous ; nous sommes d'accord, et nous les anéantirons immédiatement, non par une guerre raciale, mais par une guerre révolutionnaire radicale.**

Camarades,

Nous allons donc passer à l'offensive et utiliser l'arme de la fermeté révolutionnaire et nous sommes convaincus que les cadres peulhs révolutionnaires, les cadres Peulhs militants sincères, assumeront, au sein du Parti, leurs responsabilités pour détruire tous les Peulhs racistes afin que la Guinée vive enfin dans la paix. **C'est pourquoi, chaque cadre doit se définir, non pas par rapport à tous les militants, mais par rapport à la collectivité peulhe qui a été induite en erreur, ou alors se démettre et démissionner du Parti-Etat. Chaque cadre du Parti-Etat doit s'engager à détruire le racisme ou alors qu'il se dévoile comme un parfait raciste, ennemi du progrès guinéen.**

Nous ne voulons plus de confusion. Nous devons briser définitivement la fourberie, car ce n'est pas un seul cheveu

qui pourra recouvrir toute la tête de l'homme.

Nous disons donc que ces racistes ont présenté les traits de « cheytane » avec la trahison, le mensonge, la division et puisque le combat est engagé contre « cheytane » que nous voulons à tout prix enterrer, nous saurons enterrer ce qui reste de racistes au Fouta. Nous sommes déterminés à libérer le Fouta. « **Nous répétons que si le Fouta n'a pas été libéré le 28 Septembre 1958, désormais il sera libéré par la Révolution. Et le Peuple de Guinée prouvera à tous les Peuples d'Afrique, à tous les Peuples du Monde, qu'il a toujours été un Peuple conscient et résolu qui n'a jamais hésité à s'engager dans la voie de la Révolution et ceux qui l'ont diffamé ne représentent aucune force face à sa Révolution qui saura écraser tous les tricheurs, tous les menteurs, tous les traîtres, aussi bien ceux de l'intérieur que ceux qui se trouvent à l'extérieur.** Pour ceux qui sont à l'extérieur, nous n'avions pas voulu jusqu'ici les liquider, mais nous allons le faire désormais, pour que notre Peuple vive en paix et poursuive sa Révolution.

Camarades, il faut donc être vigilant : Au niveau des P.R.L., surveillez tous les comportements. Dans les services, sociétés, entreprises, restez attentifs. Tout le pouvoir est au Peuple. Nous le répétons encore une fois.

Quiconque violera désormais les consignes de l'honnêteté sociale, de la justice sociale en se livrant à des manifestations racistes, vous avez le Pouvoir, Camarades militants, de l'égorger sur place et nous en assumons la responsabilité devant le Peuple de Guinée.

Dans les P.R.L., c'est souvent à l'occasion des baptêmes, des mariages, des cérémonies coutumières qu'ils se regroupent pour se passer les mots d'ordre de la destruction de la Révolution. Désormais, aucune manifestation de ce genre ne doit se faire, dans un P.R.L., que sous la présidence du Maire, ou d'un Membre du Bureau du P.R.L.

Un autre fait que vous avez dû observer et qui est à l'honneur de la femme peulhe, c'est qu'elle épousera volontiers le soussou, le malinké, le forestier, mais par contre rarement l'homme peulh épousera une soussou, une malinké, une forestière ! Est-ce vrai ou faux ?

(Réponse unanime de l'assistance : c'est vrai !)

Cette attitude constitue-t-elle du racisme oui ou non ?

— (Réponse unanime : oui c'est du racisme !)

— Alors, Camarades, faites confiance à la Révolution qui écrasera tous les racistes !



Camarades, nous vous invitons à être, lors de la prochaine assemblée générale des P.R.L., les interprètes fidèles et intransigeants de la ligne ainsi définie et à mettre les militants en garde. Quiconque fera du racisme sur le sol béni de Guinée aura lui-même signé son acte de départ définitif.

A chaque réunion, qu'il s'agisse du P.R.L. de l'organisation syndicale, de l'organisation des femmes, des jeunes, de l'armée, partout où une réunion se tient avec des citoyens guinéens, commencez par flétrir la trahison, le racisme, et affirmez la vigueur avec laquelle vous voulez en finir avec ces manifestation honteuses.

Aussi, nous ajoutons que vendredi prochain, dans les mosquées de chaque P.R.L. la « FATHIA » sera récitée collectivement pour maudire les racistes et les conduire à l'échec retentissant, pour maudire ceux qui les soutiennent en Côte d'Ivoire, au Sénégal et dans le Monde, afin qu'ils aient toujours honte et que la Révolution Guinéenne, au sein de la communauté progressiste, ne connaisse que le triomphe et la victoire.

CLARIFIER LES RAPPORTS EXTERIEURS

Camarades,

Pour conclure, nous devons aborder les implications extérieures des décisions marquant le dynamisme de la politique intérieure et visant la radicalisation de la Révolution. C'est pourquoi, comme le 9 août, nous inviterons tous les organismes de la Révolution à étudier, en tant qu'organismes dirigeants, les dispositions nouvelles devant traduire la volonté de la Révolution Guinéenne face à tous les pays africains et étrangers qui accordent crédit et appui aux anti-guinéens.

En effet, il faut que nous ayons une attitude conforme aux objectifs d'indépendance, de dignité que nous avons à sauvegarder. Il est vrai que les agents de la 5^e colonne impérialiste, se sentant perdus parce que découverts dans leur trahison par le Peuple militant de Guinée, peuvent se livrer à des mensonges, à des extravagances, à l'endroit de citoyens ou de pays tiers, dans le seul but d'essayer de compromettre les relations extérieures de la Guinée. Cela est possible, car même sur le plan national, les justifications fallacieuses qu'ils donnent à leurs dépositions indiquent qu'ils font encore la propagande, toujours de la propagande pour pouvoir créer de nouvelles causes de tension et de confusion. Cependant il y a tout de même des choses claires que nous devons aussi apprécier :

S'agissant du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, c'est vrai et rigoureusement vrai, que tout ce qu'ils diront de Senghor et de Houphouët, l'Afrique entière l'approuvera. Pourquoi ? Parce que le Sénégal, à travers Senghor, et la Côte d'Ivoire, à travers Houphouët, ont préféré les anti-Guinéens au Peuple de Guinée. Ils ont donné asile aux anti-Guinéens et les ont financés. Cela est connu de tous et si les agents de la 5^e colonne déclarent qu'ils sont au service de ces deux fantoches africains, **il n'y a pas là de confusion possible** ; nous accordons un total crédit à leurs dépositions. Et pour que la Côte d'Ivoire et le Sénégal puissent se révéler non plus hostiles à la Guinée et veuillent au contraire d'une coopération sincère et durable, il faut alors qu'immédiatement, ils mettent à la disposition de notre Pays ceux-là mêmes qui sont condamnés par le Peuple de Guinée et qui les auraient eux-mêmes accusés à tort. S'ils ne le font pas, c'est que ceux-ci sont à leur service, et sont leurs instruments. Dans ce cas, **tant que Senghor et Houphouët mèneront une telle politique, il n'y aura pas de bases possibles de coopération entre la dignité que représente la Guinée et la félonie que représentent Senghor et Houphouët.**



Senghor a détruit l'Organisation des Etats Riverains du Sénégal (OERS) parce qu'il pensait pouvoir détruire le régime Guinéen et avoir des fantoches à la tête de la Guinée. Mais il se rend compte aujourd'hui que « l'Organisation des Etats riverains du Sénégal », bien qu'ayant des potentialités d'aide, ne pourrait quand même pas être viable tant que la Guinée, qui détient la source naturelle des cours d'eau constituant le fleuve Sénégal, n'aura pas approuvé le programme de développement envisagé. Et **au lieu d'avoir le courage civique et moral de dire au Peuple de Guinée : « j'ai fait une erreur, pardonnez-moi, regardons l'avenir, construisons cet avenir ensemble, non, il continue à persister dans l'erreur en pensant que de Dakar, de Paris, d'Abidjan, il pourra détruire la Révolution Guinéenne. Nous le verrons à travers le temps, car vous vous rappellerez que nous avons déjà annoncé, qu'est arrivée l'heure de la démystification !**

Les agents de l'impérialisme ont parlé de la France. Nous allons vous instruire sur ce point. En 1958, après le vote historique de Septembre, le Gouvernement guinéen s'est

adressé à tous les guinéens résidant à l'extérieur du pays et notamment à tous les militaires guinéens servant dans les rangs de l'armée coloniale pour les inviter à rejoindre la Patrie. Sur les 20 000 militaires guinéens servant alors dans l'armée coloniale, 18 000 avaient répondu à l'appel de la Patrie et 2 000 ont refusé, alléguant qu'ils sont des citoyens français et qu'ils ne croient pas en la capacité du Peuple de Guinée de vivre indépendant et sans la France. Ils ont donc opté avec clarté, et sont restés dans l'armée coloniale, espérant tous les jours la chute du régime populaire guinéen afin de venir triomphalement se réinstaller en Guinée. **Mais ils attendent en vain et voient le temps s'écouler ! Ils voient leurs cheveux blanchir, un an, 5, 10, 15, 18 ans et l'attente reste sans fin.** Ils se retournent alors contre ceux qui les avaient induits en erreur pour exiger la fin de ce régime Guinéen afin qu'ils ne meurent pas à l'extérieur ! Voilà la réserve qu'utilise la contre-Révolution. En France, ces militaires guinéens avaient fait des manifestations d'hostilité contre le régime français en déclarant qu'on les avait trompés et finalement, **ils ont été envoyés au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour qu'au moins ils puissent voir quelques Guinéens de passage.** Ils sont là-bas nostalgiques, dans l'attente. Au lieu d'écrire courageusement à notre Gouvernement, comme certains l'ont fait, pour se repentir et dire : « nous avons commis une erreur, pardonnez-nous, recevez-nous pour que nous puissions contribuer, pour le reste de notre vie, à la mise en valeur des ressources de notre pays », au lieu de recourir à cette vérité à laquelle certains ont recouru et sont actuellement dans le pays, exerçant même dans certains P.R.L., le rôle d'encadreurs de la Milice, la plupart d'entre eux sont restés dans l'obscurité de la confusion, espérant toujours que le régime tomberait. Les voilà traînant à Dakar, en Côte d'Ivoire ! Ce sont ceux-là sur lesquels Senghor et Houphouët comptent. Mais Senghor et Houphouët tomberont avec eux et le régime révolutionnaire de Guinée continuera à se consolider et à édifier une Nation socialiste.

Que faut-il reprocher à la France. En attendant que vous ayez répondu à la question fondamentale, après laquelle, seulement, nous fixerons la position du Parti, que devons nous dire dès maintenant ?

1^o) - C'est que ces anciens combattants bénéficient d'une pension de retraite au taux plein. En effet, les pensions de retraite françaises ont été valorisées deux ou trois



fois depuis 1958, et le taux a presque doublé ou triplé en 1976 par rapport à ce qu'il était en 1956. Cependant, s'agissant de la Guinée, on continue à payer le taux de 1958, ce qui est contraire à la législation française. **Et nous posons la question de savoir où va la différence? La question reste posée au Gouvernement Français. Est-ce pour financer la contre-Révolution Guinéenne ? Nous voulons bien le savoir !**

2^o) - Les anciens combattants qui sont en Guinée même avaient, durant tout le temps de la rupture, rencontré de sérieuses difficultés. Mais, heureusement le Gouvernement Guinéen a assumé ses responsabilités pour que ces anciens combattants ne soient pas des victimes. Ainsi, le trésor guinéen avait tout le temps, continué à payer les pensions dues aux uns et aux autres. Mais malgré tout, on exerçait sur les militaires et anciens combattants une intense propagande. On leur disait : Voyez-vous, au lieu de rester en Guinée, pourquoi ne pas aller vous installer en Côte d'Ivoire, ou au Sénégal, car là-bas, non seulement vous obtiendrez la régularité du paiement de vos pensions et ce, en franc CFA mais vous aurez droit à un taux plus élevé ! Cette propagande est réelle. Et nous avons même dit à certains des militants sincères qui ne voulaient pas trahir: **Allez au Sénégal, présentez-vous en traîtres, allez nous insulter en Côte d'Ivoire, allez faire la politique de Senghor et de Houphouët verbalement, on verra si le taux de votre pension ne sera pas modifié. Et effectivement, le taux a été modifié et nous avons compris. Cela, vous devez le savoir aussi.**

Il se peut que la 5^e colonne impérialiste raconte aujourd'hui quelques mensonges sur le compte de la France pour nous égarer. **Nous ne retiendrons pas les mensonges, mais les faits objectifs que nous connaissons indiquent que tant que la France persistera dans cette voie, nous saurons alors que la réconciliation n'est pas sincère. Et si elle n'est pas sincère, elle ne peut être durable.**

Avant de communiquer au Monde, le 14 Juillet 1975, la volonté du Parti-Etat de Guinée de reprendre les relations diplomatiques avec la République française, nous avons bien analysé la situation entre les deux pays. Nous savions bien **qu'entre le régime capitaliste impérialiste français et le régime Populaire et Démocratique Guinéen, il y a une contradiction fondamentale, une opposition essentielle, surtout que le régime capitaliste français n'oublie pas qu'il avait colonisé la Guinée, qu'il l'a perdue et que la Guinée renferme d'immenses richesses naturelles. Mais nous pensions que les au-**



torités françaises, prenant acte du fait qu'elles ne peuvent ni recoloniser ni néo-coloniser la Guinée, renonceraient au soutien qu'elles donnent aux traîtres guinéens, pour choisir de coopérer honnêtement avec notre Gouvernement. Elles doivent aujourd'hui nous démontrer, par les faits, que nous avons eu raison de leur avoir fait confiance, faute de quoi notre attitude à l'égard de la France serait radicalement reconsidérée.

Au sujet de la République Fédérale Allemande, nous avons beaucoup apprécié l'attitude de ce pays qui, avec courage, avait été le premier à présenter des excuses au Peuple de Guinée, bien que tout le monde reconnaisse ce qu'on appelle la fierté allemande. Mais le Gouvernement de la République Fédérale Allemande a eu le courage moral de présenter au Peuple de Guinée des excuses et c'est pourquoi nous n'avons jamais exploité l'accord. La déclaration, commune signée entre les deux parties, n'a jamais fait l'objet d'exploitation ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, parce que nous respectons ceux qui se respectent et nous respectent. Et nous savons également que si l'Allemagne Fédérale, qui était en très bons termes avec nous, fut amenée à être active dans le complot jusqu'à la préparation de l'exécution de l'agression de 1970, c'est parce que depuis 1965, il y avait eu la rupture de relations entre la France et la Guinée. La France alors alliée de l'Allemagne Fédérale, se serait confiée à celle-ci pour soi-disant préserver ses intérêts en Guinée.

Ainsi, l'Allemagne Fédérale, en tant qu'agent intermédiaire, assumait en fait des responsabilités qui ne l'engageaient pas seule. Nous avons compris. Mais s'agissant des noms d'instructeurs allemands cités à Niokolokoba, nous attendons que l'Allemagne Fédérale confirme ou infirme la nouvelle. Si cela est vrai, elle aura violé la promesse faite selon laquelle tout citoyen allemand qui enfreindrait la ligne de la réconciliation sincère avec la Guinée serait frappé par le Gouvernement allemand. S'il est vrai qu'à Niokolokoba, des Officiers Allemands ont servi à l'entraînement des anti-Guinéens, nous demandons au Gouvernement allemand de respecter le protocole de réconciliation librement signé par lui, et de rappeler immédiatement ces individus pour les punir.

Au sujet des Etats-Unis d'Amérique, il faut dire que **c'est le pays auquel nous nous étions adressé en tout premier lieu dès l'indépendance de la Guinée.** Cependant, malgré toutes les démarches de notre frère et ami, feu Président William Tubman, **le Gouvernement américain n'avait pas répondu rapidement à l'appel de la Guinée. Pourquoi ? nous**



l'avons su. A l'époque, une forte pression de l'Europe occidentale s'exerçait sur l'Amérique afin d'obtenir et de renforcer l'isolement total de notre jeune République. Les commandes guinéennes faites avec paiement au comptant, que nous avions lancées par l'entremise du Libéria au Gouvernement des Etats-Unis, avaient été refusées, ce qui était contraire aux habitudes d'un régime capitaliste. Nous étions prêts à payer au comptant ce que nous voulions, mais nous avons rencontré un refus !

Cependant, vers 1959, un an après, l'Amérique se manifeste. Tenez-vous bien, car nous avons tu volontairement cette affaire, mais il est temps de la rendre publique. **L'Amérique s'est donc manifestée, et a envoyé comme aide à la République de Guinée, 5 000 tonnes de riz, dans des sacs portant l'inscription: don du Peuple américain aux populations du Fouta.** Nous avons besoin du riz, mais en votre nom, nous avons été obligés de dire aux américains : **ce riz, c'est du sable inconsommable par la Guinée, renvoyez-le chez vous et sachez qu'il y a le Peuple Guinéen, mais qu'il n'y a pas de Peuple Foula ici !**

Mais, analyse faite, nous avons compris que les américains avaient été induits en erreur par Telli Diallo ! C'était en effet Telli qui était l'ambassadeur de Guinée aux Etats-Unis. Alors, devant la réaction noble et énergique du Gouvernement Guinéen, les américains eux-mêmes ont fini par rectifier l'erreur, et toute l'aide ultérieure accordée à la Guinée, se plaçait désormais dans le cadre de la dignité définie par la Guinée. **Là également, voyez et jugez le rôle de la trahison, le rôle du racisme joué à l'extérieur par certains enfants du pays.**

Nous disons donc que nous devons, dans la définition de notre attitude face à tous les pays qui ont été cités par les agents de la 5^e colonne, **exiger comme preuve de la compréhension, de l'amitié, de la loyauté et du respect dû au Peuple de Guinée, que le régime guinéen soit choisi sans équivoque contre ses ennemis** ou alors que ces pays choisissent également sans équivoque les anti-guinéens contre le régime guinéen. Mais nous déclarons que tout pays qui abritera ces traîtres qui ont été condamnés par le tribunal Révolutionnaire de Guinée pour leur forfaiture commise en 1970 à travers l'agression dont nous avons été victimes, tout pays qui donnera un droit d'asile à des criminels qui auront été condamnés, aura ainsi démontré, par son attitude, qu'il ne veut plus de coopération avec nous et nous rompons les



relations diplomatiques avec ce pays qui aura choisi les anti-guinéens contre la République de Guinée.

Notre position à ce sujet est claire. Nous n'accepterons plus la confusion. Ou l'on reste avec le régime, le Peuple, la Nation guinéenne et on ne peut plus admettre des anti-guinéens sur son sol, la parution sur son sol d'articles orduriers contre la Guinée, ou alors l'on est avec l'anti-guinéen et la Guinée saura adopter en Afrique et dans le monde, les positions nécessaires non pas pour se venger, mais pour indiquer que le choix fait contre la Guinée n'est pas un choix sensé.

Nous devons nous défendre, et le Monde connaîtra la vérité que nous défendons.

Ainsi chaque organisation doit indiquer sa position : **position de fermeté, position de fidélité à la cause de la Révolution.**

La lutte se situe sur un triple plan.

1^o — La lutte sur le plan extérieur doit avoir comme objectif de clarifier les rapports extérieurs de la Guinée. Ou l'on est avec la Guinée, ou l'on est clairement contre la Guinée. La Guinée, quant à elle, ne demande que la coopération sincère, durable avec tous les pays, mais à condition que son indépendance, ses intérêts soient respectés. Et nous voudrions également connaître et combattre ceux qui ne veulent pas respecter l'Indépendance Guinéenne et qui nourrissent les mêmes desseins criminels que les anti-guinéens.

2^o — Sur le plan Africain, nous ne voulons plus qu'il y ait de confusion. Les Etats africains qui ont juré de rester dans l'hostilité vis-à-vis du régime guinéen, nous voulons les connaître, mais nous sommes assurés du soutien de leurs Peuples. Car nous affirmons que la **Guinée n'a jamais été isolée ; elle a toujours été l'amie de tous les Peuples d'Afrique.** La Guinée saura aussi **aiguiser son arme de combat pour débarrasser l'Afrique des traîtres et de tous ceux qui font honte à nos Peuples et qui ont accepté d'être des fantoches de l'impérialisme.**

3^o — Sur le plan intérieur, les choses doivent être claires. L'année dernière, c'était la guerre de classes pour enterrer « Cheytane 75 ». **Cette année, c'est la guerre de classer pour enterrer définitivement le racisme peulh. Ré- tenez-le bien : Le racisme peulh, nous devons lui donner un enterrement de première classe, un enterrement définitif.**

Prêt pour la Révolution !





Dépositions de la vermine impérialiste

MOUSSA BOIRO
Mercenaire

1^o — SUR SON IDENTITE

Je me nomme **Moussa Boiro**, âgé de 40 ans, né à Saréboïdo, Région administrative de Koundara : fils de Sambaron Boiro et de Diabou Boiro. Marié à une femme et père de 2 enfants. Mécanicien de profession.

2^o — SUR LES FAITS :

Je reconnais que je suis un mercenaire. J'ai été recruté à Dakar, il y a 7 mois par **Yaya Boiro**, un ancien combattant. Mon rôle consistait à recueillir des renseignements d'ordre militaire en République de Guinée en vue de les communiquer à Yaya Boiro. Il m'a proposé pour cette mission une somme de 300 000 Frs CFA dont j'ai perçu 50 000 frs CFA à titre d'avance.

J'avais hésité d'accepter cette mission mais il est arrivé à me convaincre en me précisant qu'il avait déjà à sa disposition plusieurs éléments dont certains étaient déjà infiltrés en Guinée. Il a ajouté que 600 mercenaires étaient déjà en entraînement dont 100 à Fann et 500 dans le parc de Niokolokoba. Ce chiffre devait être porté à 900 par le recrutement de 300 autres, effectifs avec lesquels Yaya Boiro doit participer à l'agression contre la République de Guinée.

Avant mon départ, Yaya Boiro m'a fait subir un entraînement au tir au P.A. et au lancement du poignard au Centre d'entraînement de Fann sous la conduite d'instructeurs français, américains et d'officiers sénégalais. Cet entraînement subi, je suis parti du Sénégal, plus précisément de Nioro le 23 juillet 1976 en vue d'accomplir ma mission qui consistait à recenser les forces militaires guinéennes

installées le long de la frontière. Mon itinéraire a été le suivant :

— Nioro, Bounkili, Kolda, Linkéri, Dialadian, Missira, Goulamansa et enfin Pakaye où j'ai été appréhendé le 31 juillet 1976 par les soldats guinéens.

Avant mon départ, il m'a été précisé par Yaya Boiro en collaboration avec le Commandant **Thierno Diallo** que l'agression contre la République de Guinée devait être déclenchée à partir du 1er Août 1976. Toutefois si ce moment me trouvait encore en Guinée, il m'a conseillé un brassard blanc au bras droit.

Mon recruteur Yaya Boiro m'a dit que les nommés : Essa N'Diaye, Mamadou Diallo, Abdou N'Diaye et Ibrahima N'Diaye étaient déjà infiltrés en Guinée en passant par Kédougou pour les uns et par la République du Mali pour les autres.

Camarade Président,

Je reconnais avoir été entraîné dans cette aventure par le traître Yaya Boiro. Je regrette amèrement d'avoir trahi mon pays. Je demande pardon au Peuple de Guinée et au Président Ahmèd Seku Ture.

Conakry, le 13 août 1976

Moussa Boiro

1^o — SUR SON IDENTITE :

Je suis **Yéro Boiro**, 25 ans, né à Sintiang-Badiar dans la Région administrative de Koundara. Fils de Sankoulé Boiro et de Djabou Boiro. Cultivateur de profession. J'ai été 2 fois condamné pour vol de bétail en Guinée et détournement de fonds (75.000 Francs C.F.A.) au Sénégal.

2^o — SUR LES FAITS :

Je reconnais être mercenaire. J'ai été recruté par le **Lieutenant Yaya Boiro** dans le mercenariat le 10 Mai 1976. Il me considérait comme étant son captif c'est pourquoi j'ai accepté.

J'ai été recruté comme agent de renseignements. Ma mission consistait à situer tous les points stratégiques, indiquer l'emplacement des points d'appui (P.A.) et leur effectif sur le long des frontières guinéennes.

Pour faire ce travail, le Lieutenant Yaya Boiro m'a donné une avance de 250.000 Francs CFA sur 500.000 frs CFA promis. Sur le montant reçu, j'ai prélevé 30.000 avec lesquels je me suis payé 20.000 frs d'habillement ; j'ai uti-



YERO BOIRO
(Mercenaire)

lisé 5.000 Frs de frais de route et j'ai été appréhendé avec 5.000 Frs sur moi. J'ai confié les 220.000 Frs CFA à mon recruteur Lieutenant Yaya Boiro jusqu'à mon retour au Sénégal. La moitié des 500.000 Frs CFA devrait m'être versée après l'accomplissement de ma mission.

Je précise que j'ai été recruté en même temps que deux autres Guinéens dont :

- **Bemba Boiro** (Dintyan Bessouro Koundara)
- **Mamadou Bah** (de Labé)

Je les ai laissés au Sénégal et ils devraient me suivre au mois de Juillet 1976 pour la même mission car j'ai quitté Dakar le 27 juin 1976.

J'ai suivi du 15 mai au 25 juin ma formation à la Base d'entraînement des mercenaires au camp Fann-Mamelle (Dakar). Nos instructeurs étaient composés de 3 sénégalais et de 4 guinéens tous officiers parmi lesquels il y avait :

- Lieutenant Yaya Boiro (mon recruteur)
- Sous-Lieutenant M'Baye Beng
- Lieutenant Ibrahima N'Diaye
- Capitaine Mamadou Bah
- Sous-Lieutenant Alimou Barry
- Commandant Abdou Fall
- Alpha Amadou Bah (officier supérieur dont je n'ai pu déterminer le grade).

Les entraînements se faisaient nuitamment de 22 H à 0 H 00. Mon groupe était composé de 40 éléments dont trois guinéens et les autres sont sénégalais.

Notre exercice d'entraînement se basait sur les actes élémentaires de combattant à savoir : se poster, se déplacer, se camoufler, perchage sur l'arbre (rôle de guetteur et d'observateur de nuit et de jour), creuser une tranchée individuelle.

J'ajoute ici que notre entraînement ne se faisait pas avec arme car nous sommes des agents de renseignements. Il ne se limitait qu'à ces rôles d'observateur-précurseur parce qu'étant spécialement chargé d'espionnage-information.

Après ma formation, j'ai quitté Dakar le 27 juin 1976. Mon itinéraire a été le suivant :

J'ai passé par le circuit suivant : Dakar, Kaolack, Soma, Basse, Wellingara, Kounkandé, Dialadjan, Missira, Sounkoutou, Madina, Badiar, Kamamby, Sintiang Barody où j'ai été arrêté 7 jours après mon arrivée, par la police de Koundara.

Je précise que j'ai fait une semaine de « va et vient » entre Dialadjan et Missira en vue de déceler la possibilité

d'infiltration, mais j'y ai trouvé des regroupements de militaires guinéens. C'était d'ailleurs là mon premier point d'observation.

Ensuite je me suis dirigé sur Saréboïdou, un second poste d'observation, lequel aussi était truffé de militaires guinéens.

Je n'ai pu finalement m'introduire que par le côté de Madina-Badiar et cela en escaladant la montagne Badiar. C'est à l'arrivée en Guinée que je me suis rendu compte du danger auquel nous nous exposons car j'ai remarqué que toutes les frontières sont bien gardées par les militaires guinéens. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, très découragé, je n'ai pas voulu ressortir pour accomplir ma mission auprès de Yaya Boiro.

Avant notre départ de Dakar, le 27 juin 1976, il m'a été dit que si l'attaque prévue pendant la période de l'hivernage vers le 31 août 1976 échouait, il fallait prévoir la date du 15 janvier 1977 en passant par les frontières de **Doulo Oury**, Arrondissement de Sambailo dans la Région administrative de Koundara d'une part : en cas de difficultés d'autre part, on devait procéder à un forçage en pénétrant par la route km 118 située à proximité du village Bundufurdou, passer par Sambailo pour atteindre Koundara en contournant le fleuve Koulountou. C'est par ces deux lieux d'infiltration que le groupe que je devais guider s'introduirait.

C'est sous les menaces de mon recruteur Lieutenant Yaya Boiro, que j'ai accepté d'être mercenaire. J'ajoute qu'autour de moi, j'ai constaté pendant mes périodes d'entraînement et même avant mon recrutement, que ce sont les Peulhs en général qui s'acharnent le plus à vouloir combattre la politique guinéenne, en particulier le Chef de l'Etat. Ils passent leur temps à jurer que tant qu'ils n'auront pas la peau du Chef de l'Etat Seku Ture, ils ne resteront pas tranquilles.

Je sais aussi que l'introduction du 15 janvier 1977 est infaillible car malgré toutes les forces qui se trouveront placées à ces deux endroits cités plus haut, ils ont juré de s'introduire même s'ils doivent tous mourir. Cette déclaration a été faite par **Alpha Amadou Bah** chef des commandos parachutistes.

Je jure vous avoir dit tout ce que je sais de notre mouvement. Je reste à la disposition de la Commission pour tous renseignements jugés utiles.

Conakry, le 13 août 1976
Yéro Boiro

1^o — SUR SON IDENTITE

Je me nomme **Hadja Djénabou Bobo Diallo**, née en 1930 à Diari, fille de feu Alpha Bacar et de Néné Mariama. Ménagère ; jamais condamnée.

2^o — SUR LES FAITS

Tout d'abord, je dois avouer que je n'ai jamais aimé ce Parti parce qu'il a aboli la chefferie coutumière sous prétexte que celle-ci faisait du tort aux masses et servait d'instrument aux colonisateurs. Par la suite, ma haine contre ce régime s'est accentuée depuis que j'ai perdu mon poste de membre du Bureau Fédéral en 1964. Je me suis également rendu compte que les exactions du régime guinéen sont pires que celles du système féodal.

1^o — Je me souviens que pendant la colonisation, la taxe de région était payée en espèce et la fourniture du bétail était effective. De nos jours, les paysans, après avoir cultivé, ne profitent pas du fruit de leur travail. Toute la récolte leur est retirée sous forme de taxe. Les éleveurs quant à eux, ne disposent pas librement de leurs bœufs qui sont tous rassemblés dans des parcs dits collectifs, dans le seul but pour le gouvernement d'en disposer à sa guise ; c'est pourquoi, les éleveurs ne peuvent même pas vendre un animal pour subvenir à leurs besoins comme ils le faisaient sous le régime colonial.

2^o — Le Parti-Etat a supprimé le commerce privé ; s'il est vrai qu'il importe suffisamment de marchandises, ces marchandises sont réparties au seul bénéfice des travailleurs salariés ; les autres citoyens n'en bénéficient pas ; et il est fréquent de rencontrer des gens en haillons. J'ajoute que la suppression du commerce privé n'a pas été salubre ; c'est pourquoi depuis la prise de cette décision, tous les anciens commerçants sont mécontents et beaucoup d'entre eux ont fui en direction des pays voisins (Sierra-Leone, Libéria, Mali).

3^o — A Labé, on abat régulièrement cent à cent vingt bœufs. La bonne viande est chargée dans des frigorifiques en direction de Conakry au profit des responsables ; les pattes, les têtes, les peaux, constituent la part de Labé.

Tous ces problèmes m'ont poussé à me dresser d'avantage contre le Parti.

Je précise que mes compagnons et moi, assistons aux assemblées générales de notre P.R.L., mais nous n'y prenons jamais la parole, convaincus que rien ne pourra faire marcher ce régime.



**HADJA DIENABOU
BOBO DIALLO**
(5^e colonne)

Dès la fin des assemblées, je me complices pour dénigrer le régime et a souhaite l'apparition de **Almamy Madiou**, marades séduit et tribale. attendu. Ainsi, nous serons enfin libérés de ce charge que constitue ce régime. A cette occasion, et de doivent mourir mourront et ceux qui survivront en heureux sur cette terre de Guinée.

Je recevais chez moi des amis avec lesquels je dénigrais le régime en ces termes : « nous sommes vraiment fatigués de ce régime ; il faut que ça change maintenant. » Ce sont :

— Chaïckou Diallo Magro

— Tafsir Diallo

Par ailleurs, je passais souvent chez **Modi Algassimou**, un ancien commerçant. Je lui disais que le Parti fait vraiment souffrir les gens. Un jour, j'ai discuté avec **Modi Algassimou** du cas de **Telli Diallo**. Il m'a dit que nous devons continuer nos prières afin que nous soyons déchargés de ce fardeau que constitue le régime. Je précise que **Modi Algassimou** est un marabout de **Telli**.

Chaque fois que je dénigre le Parti, **Magro** et **Tafsir** m'approuvent et me soutiennent. **Tafsir** quant à lui, est allé jusqu'à me dire que même en cas de coup de force, il reste prêt à prendre les armes contre ce régime.

L'année dernière, j'ai été en Sierra-Leone où j'ai rencontré El Hadj Oumar, un marabout qui m'a dit sans détour que tant que le pays est dirigé par le Président **Seku Ture**, il ne reviendra pas en Guinée et qu'il œuvre à la chute du régime et à l'avènement de **Telli Diallo** au pouvoir. Je lui ai répondu que je suis pressée de vivre ce jour et qu'un tel événement serait salutaire pour nous.

Un jour, au cours d'une visite que j'ai rendue à **Telli** dans son bureau, il m'a demandé de continuer à l'aider afin que la situation change ; une autre fois il a envoyé **Hassimiou** me dire qu'il compte beaucoup sur moi.

Il m'a également informé qu'il prépare un coup d'Etat et que dans cette entreprise, il compte sur le soutien de beaucoup de personnes car, dans tous les milieux, principalement dans le gouvernement et dans l'armée, il y a des mécontents, prêts à lui apporter leur concours. A cette occasion, il m'a parlé de **Sy Savané** et m'a certifié que dans deux ans, au plus tard, il aurait réalisé son coup.

J'ajoute que **Telli** ne voulait pas que j'aie souvent le voir. Il ne m'a promis ni de l'argent, ni une place car, je ne suis pas lettrée. Mais il m'avait rassurée qu'il libèrerait le commerce, ce qui me permettrait de reprendre mes activités.

Camarade Président, tu m'as toujours considérée comme ta sœur, et tu ne m'as rien refusé. J'ai oublié tout cela et t'ai trahi en participant à un complot contre ton régime. J'ai été entraînée dans cette voie par **Telli Diallo** depuis 1975. Je te demande de me pardonner à cause de mon père qui, avant sa mort, t'a confié toute sa famille.

J'ai honte, réellement honte d'avoir trahi un frère comme toi.

Hadja Diénabou Bobo Diallo

« C'est en décembre 1969 que je suis rentré de la DDR où j'avais suivi un stage d'entraînement de football. Mon reclassement dans la Fonction Publique et mon salaire m'ont profondément mécontenté et visiblement j'étais devenu nerveux. Me voyant dans cet état, **Hadja Bobo** m'a abordé comme pour me donner la consolation, en critiquant le gouvernement et en me reprochant mon indifférence devant les problèmes politiques graves qui se posent au Pays. En terme clair, elle m'a chargé d'agir dans le milieu des jeunes pour saboter les décisions du gouvernement. Elle ne cessait de me reprocher d'être rentré en Guinée, alors que j'avais la possibilité de m'enfuir dans un autre pays où j'aurais mieux gagné ma vie ».

« C'est ainsi que tous les matins, en venant chez elle, je la trouvais entrain de harranguer la foule des chômeurs et des bana-banas qui accouraient chez elle après la suppression du commerce privé. J'ai été vivement impressionné par les arguments de **Hadja** et, je n'ai pas hésité à adhérer au mouvement subversif qu'elle était entrain d'organiser à Labé en vue de renverser le gouvernement ».

« Elle déclarait à tous ceux qui venaient l'écouter que les Peulhs n'avaient aucune autorité dans le pays. Seul l'avènement de **Telli Diallo** au pouvoir pourrait mettre fin à cette situation. Alors, elle m'a chargé de faire intensément la propagande en faveur de **Telli Diallo** dans tous les milieux à Labé, principalement au niveau des cadres du Parti-Etat, de manière à recruter un certain nombre dont la tâche principale devrait consister à noyauter tous les organismes dirigeants de la Fédération de Labé en faveur de leur mouvement. Une fois la situation acquise à Labé, celle-ci devait s'étendre de proche en proche à toutes les régions du Fouta, ainsi, la personnalité de **Telli Diallo** serait imposée en tant que leader national par le Foutah, dans un mouvement insurrectionnel ».

50 - Horoya N° 2237 - RG



CHAICKOU DIALLO
dit **MAGRO**
(5^e colonne)

« J'avoue que j'ai été comme d'autres camarades séduit par cette idée de revanche à caractère raciste et tribale. Nous nous sommes mis au travail de propagande, et de recrutement, en touchant les gens individuellement et en évitant toutes réunions publiques ».

« Les membres de ce mouvement sont :

- 1^o — **El Hadj Mouctar Diallo** : MDR Labé
- 2^o — **El Hadj Amadou Oury Fady** : mari de Hadja
- 3^o — **El Hadj Karamoko Bano** : un responsable destitué -
- 4^o — **Abdourahime Bah** : Secrétaire général JRDA Section-
- 5^o — **Siré Garambé** : ex-commerçant
- 6^o — **Siré Garambé** milicien

« Tous ces camarades étaient tenus d'utiliser tous les moyens pour se faire élire dans les organismes dirigeants ».

« Profitant de son appartenance à la famille d'un cadre du Parti-Etat, Hadja Bobo faisait du trafic d'influence en entreprenant des démarches auprès de certains responsables et cadres locaux qu'elle intimidait ou subornait en faveur de tel ou tel protégé de notre groupe. Elle ne se gênait pas de réclamer des bénéficiaires de ces interventions, une rétribution financière sous forme de cadeau. Elle avait en somme organisé une vaste campagne d'escroquerie et de corruption. Elle exhortait les jeunes hommes et les jeunes filles à l'exode rural vers Conakry et au navetanat à l'extérieur. Elle dénigrait tous les responsables actuels, tout en vantant les qualités des agents de la 5^{ème} colonne déjà arrêtés et condamnés par le Peuple ».

« **Hadja** a dit que le jour où **Telli DIALLO** prendra le pouvoir, ce serait comme l'apparition sur terre de **l'Alma-my Mâadiou**. **Hadja Bobo** était en liaison étroite avec de nombreux marabouts aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Guinée. Dans sa propagande effrénée contre le Parti, elle ne cessait d'affirmer que seule la force du Parti à Conakry bloque la prise du pouvoir par le Foutah ».

« Depuis l'arrestation de **Hadja Bobo**, notre groupe subversif est en pleine débandade à Labé ».

« Le mouvement insurrectionnel devait avoir lieu à l'occasion de l'application des décisions relatives aux parcs collectifs. C'est au cours du meeting organisé à cet effet, qu'après l'intervention du Commissaire politique de Labé que des éléments préparés, devaient séance tenante, le démentir pour provoquer un soulèvement de masse. Si le Commissaire Politique persistait dans sa position, il devait être mis en état d'arrestation. Avec cet incident, le mouve-

29 août - 4 sept. 1976 - 51

ment insurrectionnel devait s'étendre rapidement à tout le Fouta, pour exiger la prise du pouvoir par **Telli Diallo**.

« Malheureusement, la déclaration du Commissaire Politique au sujet des parcs collectifs a été accueillie avec une telle acclamation par l'ensemble des membres de la Conférence régionale économique, qu'aucun de nos partisans n'a osé porter la moindre contradiction, élément détonateur de l'insurrection prévue. Je signale que l'absence de **Hadja Bobo Diallo** nous a tous étonnés et déçus ».

« **Hadja Bobo** m'avait promis qu'en cas de succès, j'aurais une haute situation dans le nouveau régime ».

« Camarade Responsable Suprême de la Révolution, je suis jeune et l'aîné d'une nombreuse famille que mon père en mourant m'a laissée en charge. J'ai été abusé en raison de mon inexpérience par une femme qui est un véritable satan. Je vous demande de me pardonner pour me permettre de me consacrer davantage à la formation des jeunes foot-balleurs guinéens ».

Chaickou Diallo dit Magro

SUR SON IDENTITE

Je me nomme **Tafsir DIALLO**, né en 1936 à Labé-Depéré, fils de feu Thierno Ibrahima Sory DIAWO et de Hadja Hafissatou BARRY, restaurateur à l'Aéroport de Labé, marié, père de cinq enfants. J'ai accompli le service obligatoire dans l'armée coloniale de mars 1956 au 22 décembre 1958. N'ai jamais encouru des poursuites judiciaires.

SUR LES FAITS

« Je reconnais effectivement avoir été entraîné dans un mouvement subversif à Labé par **Hadja Diénabou Bobo DIALLO** ».

« En effet, c'était dans le courant de l'année 1975, que **Hadja Diénabou Bobo DIALLO** m'a trouvé un jour à l'aéroport de Labé, pour me dire qu'elle avait besoin de moi. A la question de savoir quel jour elle désirerait me rencontrer, elle m'a répondu qu'elle me le dira le moment venu ».

« C'est ainsi qu'un jour, elle est venue à l'aéroport. Elle accompagnait son mari qui voyageait. Ce jour-là, elle m'a trouvé dans mon bar où j'étais préoccupé pour le repas de l'équipage de l'avion. Elle m'a demandé un plat de beef-teack mais je lui ai dit que c'était pour l'équipage. Elle s'est entêtée et s'est servie elle-même un plat. En sortant du bar, elle m'a tiré par la main, m'entraînant avec elle au dehors. Là, elle



TAFSIR DIALLO
(5è Colonne)

m'a dit : « si tu te rappelles, un jour je t'avais dit que j'aurais besoin de toi ». J'ai répondu par l'affirmative. Puis, elle a ajouté : « C'est mon mari qui voyage sur Bamako, c'est pour cette raison que j'étais venue à Labé, pour préparer ce voyage. Après son départ, je viendrais te voir pour te dire de quoi il s'agit. Elle s'est retirée ».

« Une autre fois, quand elle est revenue de Conakry, nous nous sommes rencontrés devant l'Agence d'Air-Guinée. Elle m'a interpellé. A mon arrivée, elle m'a dit qu'elle est de retour, mais qu'avant son départ, qu'il faudrait que nous nous revoyions pour nous organiser ».

« La troisième rencontre a eu lieu en janvier 1976 à l'aéroport. Ce jour-là, elle m'a dit ceci « ça ne va pas ». A ma question de savoir ce qui n'allait pas, elle m'a répondu : « J'ai tous mes deux camions en panne, je voudrais aller chercher des pièces, mais aussi, le moteur de mon cinéma est tombé également en panne. Avec toute cette situation, il faudrait maintenant que ça change ». J'ai répliqué pour dire comment ça va changer. Elle m'a répondu que chacun de nous doit fournir des efforts pour que ça change, et qu'au lieu d'aller chercher des biens ailleurs, nous pourrions avoir tout ici sur place avec un changement. A ces mots, je lui ai fait comprendre que c'était l'affaire des « grands ». Elle a répliqué : « non, ce n'est point une affaire des grands, est ce que toi, tu es petit par rapport aux autres. D'ailleurs toi, tu es un ancien parachutiste formé militairement ». J'ai répondu que j'avais perdu l'habitude ».

« Elle m'a dit que de toutes les façons, il y a effectivement des grands dans l'affaire. Elle m'a alors cité les noms de **Telli DIALLO** et de **Sékou « Philo »**, et a ajouté qu'elle se réserve de me communiquer les noms des autres personnalités. Sur place, je lui ai dit que c'était une entreprise difficile car, en voyant tout ce qui s'est passé dans le pays depuis, on ne peut penser à une telle situation. Elle me dit de rester tranquille et que si elle a eu le courage de m'en parler, c'est qu'elle est sûre de ce qui va se passer. Malgré tout, j'ai maintenu ma position, à savoir que c'était difficile. Elle a poursuivi en disant que de Lélouma, elle partira pour Conakry, et qu'à son retour, elle me donnera une situation claire. Mais en attendant, elle m'a demandé de faire partie de son mouvement ».

« Après avoir évoqué toutes les difficultés qu'elle rencontre, **Hadja Bobo**, par le biais du racisme, m'a convaincu de la nécessité du changement de régime ».

« C'est ainsi que j'ai donné mon accord en adhérant à son mouvement subversif. Je dois ajouter qu'après le mee-

ting d'informations tenu à Labé en avril 1976, par le Responsable Suprême de la Révolution, au cours duquel il a dénoncé et flétri les menées subversives et le racisme qui sévissaient alors à Labé, **Hadja Diénabou Bobo Diallo**, m'a encore approché pour me dire que le Chef de l'Etat venait de décréter la guerre aux foulahs, qui devaient s'attendre maintenant à être égorgés. Cette déclaration a davantage renforcé ma volonté de combattre ».

« En ce qui concerne la répartition des tâches **Hadja Bobo Diallo** devait s'occuper du recrutement des complices au niveau des anciens commerçants, **Chaïkou Diallo dit Magro** du secteur de la jeunesse et moi-même des secteurs de Air-Guinée et des bars-restaurants. Je n'ai pu malheureusement procéder à aucun recrutement parce que n'ayant pas trouvé le terrain favorable dans ces deux secteurs ».

« J'ai été informé par **Hadja Bobo**, au courant du mois de mai 1976, qu'une agression contre la République de Guinée se préparait de l'extérieur, et qu'au jour « J », j'aurais pour mission de conduire des groupes de mercenaires pour occuper le Ministère du Développement Rural, l'Aéroport, la Base militaire, la Poste. J'ai personnellement retenu la nécessité d'ajouter à cette liste des points stratégiques visés, la Permanence Fédérale et les Bureaux de la Région Administrative ».

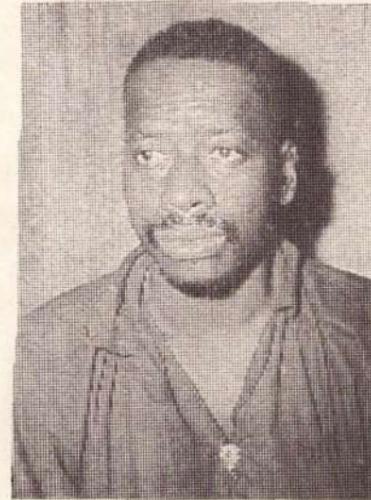
« **Hadja Bobo** m'a précisé que l'agression devait être déclenchée en juillet 1976, et que les troupes de mercenaires pénétreraient par les frontières de Mali et de Koundara, sous le commandement du Capitaine **Diallo Thierno** qui connaît bien le Fouta ».

« En cas de victoire, je devais réintégrer l'Armée avec le grade d'Officier supérieur ».

« Camarade Responsable Suprême de la Révolution, j'ai été entraîné dans cette aventure par la sinistre **Hadja Bobo Diallo** qui est passée par le biais du racisme pour me convaincre, en vue de mon recrutement dans son mouvement subversif. Je demande au Parti-Etat et à vous-même, de m'accorder la clémence, pour me permettre de me réhabiliter en apportant ma collaboration loyale et sincère à l'édification de notre Nation ».

Conakry, le 21 août 1976

Tafsir Diallo



LAMINE KOUYATE
(5^e Colonne)
Ex-Capitaine de l'Armée

« J'ai connu **AMADOU DIALLO** par l'intermédiaire de ma femme qui est une parente à lui. C'est cette dernière qui l'a accompagné pour la première fois à mon bureau. Cette visite se situe en juillet 1974. Ce jeune homme s'est présenté à moi comme étant Inspecteur à SOGUIFAB. Tout l'entretien, ce jour a porté sur les anomalies de son service et de la commande spéciale. Quelques jours plus tard, je l'ai de nouveau reçu à mon domicile. Il était venu, me dit-il, demander de l'argent pour résoudre certains de ses problèmes, mais en réalité, c'était pour rediscuter avec moi. Il a alors repris le problème de la commande spéciale alors que j'étais là avec ma femme. Il m'a abordé en disant, « Mon beau, ça ne va pas dans ce pays. Les choses coûtent trop chers et sont d'ailleurs très rares. Une solution doit être trouvée à ce problème et toi, tu dois être d'un grand apport ». A cela j'ai répondu que « Oui, le Président joue sa dernière cartouche avec cette commande spéciale ».

AMADOU DIALLO, continuant, me dit qu'il a la possibilité de me procurer des marchandises dont je peux avoir besoin à partir de Dakar, Abidjan, Bamako, Monrovia et Freetown. Il m'a dit que dans ces villes, il a des amis sûrs qui peuvent lui procurer ce dont il a besoin. Au départ j'ai hésité, mais ma femme m'a dit que c'était une bonne chose, et qu'elle, en tout cas était partie prenante surtout que les articles de femme sont les plus rares et qu'elle est prête à donner les échantillons de marchandises à commander à son frère **AMADOU**. Après cette intervention de ma femme, j'ai donné mon accord. **AMADOU** m'a dit alors que pour en être régulièrement bénéficiaire, il fallait appartenir à une organisation dans laquelle, je devais avoir un rôle très important à jouer qui m'aurait bien rapporté. Je lui ai demandé d'attendre que j'en discute avec mon épouse, à l'issue de quoi, je préciserai mon point de vue. Après son départ, ma femme et moi en avons effectivement parlé, elle m'a encouragé.

Une autre fois, j'ai reçu mon beau-frère **AMADOU DIALLO**, qui m'a demandé de tout faire pour qu'il soit reçu par le Chef de l'Etat, j'ai fait les recommandations nécessaires à mes services, car à l'époque, j'étais le Chef de Cabinet militaire. Il a été effectivement reçu, et à son retour, il m'a dit qu'il a été bien reçu, par le Responsable Suprême de la Révolution. C'est à cette occasion que je lui ai donné mon accord de participer à l'organisation dont il avait parlé avec moi. Il m'a dit alors qu'il avait une mission en Guinée. Il a charge de prendre contact avec certains officiers en vue de préparer le renversement du régime guinéen. Dans cette tâche, mon rôle doit être essentiellement :

1^o — désorganiser les dispositifs de défense mis en place au niveau de la Présidence, et ne mettre aux postes stratégiques que des hommes qui pouvaient m'obéir aveuglement.

2^o — L'introduire auprès de certains officiers.

Dans la mesure où l'objectif est atteint, ses amis et lui m'avaient pressenti pour être chef d'Etat-Major de l'Armée de terre avec le grade de Commandant, poste que j'ai convoité depuis toujours.

Je me suis mis alors à la réduction des effectifs des différents P.A. L'armement mis en place a été ramassé par moi et placé en magasin.

D'autre part, j'ai procédé à la permutation du personnel et j'ai fait occuper les postes clés par mes hommes de main.

Après toutes ses dispositions, j'ai informé AMADOU DIALLO qui m'a dit que nos alliés étaient en train d'étudier les conditions d'exécution et quelle que soit la forme retenue, je devrai à partir des dispositions prises, empêcher tout appui éventuel des autres garnisons de la Capitale et favoriser la prise de la Présidence par nos amis.

Quelques temps après, j'ai été affecté comme Commandant de la 1^{ère} zone à Kindia. J'ai considéré cette mutation comme une liquidation et j'en ai été mécontent. Au moment où je me préparais à rejoindre mon poste, Telly Diallo Ministre de la Justice, m'a trouvé à la hauteur de l'aéroport. Ce dernier m'a dit comme pour se moquer de moi, «alors mon ami KOUYATE, voilà ce que te vaut ta Révolution, en attendant, moi je roule dans ma Mercedes».

J'ai longuement réfléchi sur cette déclaration et j'ai pris courage dans mon action.

Comprenant ainsi que mon beau-frère Amadou Diallo appartenait à un groupe important. Je lui ai dit que j'ai compris et qu'il peut compter sur moi. Il m'a alors demandé de prendre les dispositions utiles au niveau de ma zone et que la solution consistait pour moi par tous les moyens à provoquer un mécontentement pouvant entraîner des soulèvements au niveau des troupes. Et là, nous aurions bénéficié d'un grand appui et ma récompense serait grande.

Dès mon arrivée à Kindia, j'ai vu que le premier moyen à utiliser serait d'user de tous les moyens pour amener le gouvernement à supprimer la P.G.A. : (prime globale d'alimentation). Cette prime est un avantage acquis par les hommes leur permettant de bénéficier gratuitement de la nourriture dans les garnisons. Je me suis dit donc qu'en faisant



LAMINE KOUYATE
(5^e Colonne)
Ex-Capitaine de l'Armée



TELLI DIALLO
(5^e colonne)
Ex Ministre de la Justice

voir au gouvernement l'économie qu'il pouvait réaliser par la suppression, j'aurais eu gain de cause. J'ai donc préparé un document dans ce sens qui ne faisait apparaître que les avantages du gouvernement mais je n'ai fait apparaître aucun inconvénient. En réunion avec certains de mes collaborateurs, j'ai présenté le document, que nous avons adopté et sommes venus voir le Chef de l'Etat au nom des hommes, lui dire que c'est une demande de tous les militaires. La doléance a été acceptée.

C'est là l'une des raisons du mécontentement et la désorganisation des hommes dans certaines garnisons, parce que les hommes sont obligés parfois de chercher de l'argent à ajouter à la paye pour pouvoir enlever le ravitaillement. Mon action n'a pas tellement duré, car mon arrestation était déjà intervenue.

Conakry, le 19 août 1976

LAMINE KOUYATE

DATE ET LIEU PRECIS DE MON RECRUTEMENT A LA C.I.A.

C'est à Washington en 1971, lors d'une mission de l'O.U.A. aux Etats-Unis que le Secrétaire d'Etat américain Kissinger m'a demandé au cours d'un entretien spécial, ma collaboration en vue de défendre et de préserver les intérêts américains en Afrique et particulièrement en Guinée. En retour, il me promit la solution dans la plus grande discrétion, de toute difficulté que je porterais à la connaissance de son gouvernement. Dans l'immédiat, il promit l'assistance de son gouvernement pour ma réélection à Rabat en juin 1972, et en cas d'insuccès, il m'assurait un poste important au sein de l'administration des Nations-Unies. Aucune prime ou rétribution financière n'était envisagée avant le sommet de Rabat à partir duquel, ma coopération devait se concrétiser, sur la base d'un plan d'action discuté et arrêté d'un commun accord.

Mais après Rabat, je suis rentré directement à Conakry sans avoir repris contact avec le Secrétaire d'Etat américain. C'est ainsi que par la suite, l'Ambassadeur Sherman du Libéria, pour le compte des Etats-Unis m'a contacté à Conakry:.

Mon recrutement à la C.I.A. remonte à fin novembre 1974, après mon retour d'une longue cure médicale de près de trois mois en Roumanie.

29 août - 4 sept. 1976 - 57

C'est ainsi que l'Ambassadeur **Sherman** multipliant ses marques de sympathie et d'intérêts ainsi que ses visites à mon domicile, me proposa de m'aider à améliorer mes conditions matérielles et autres dans la plus grande discrétion. A cette fin, il me proposa d'utiliser mon expérience et mes relations, pour aider les Etats-Unis à protéger leurs intérêts nationaux en Guinée et en Afrique.

Moyennant cette coopération, **Sherman** m'a dit que le gouvernement des Etats-Unis se chargerait de résoudre toutes mes difficultés matérielles et favoriser aussi ma promotion sur le plan politique par une assistance discrète et appropriée.

J'ai accepté cette proposition à la condition expresse que la coopération envisagée soit entourée de la plus grande discrétion et qu'en particulier, lui-même **Sherman** demeure jusqu'à nouvel ordre, mon unique interlocuteur.

Dans le cadre de cette coopération conclue, j'ai fourni au gouvernement des U.S.A. par l'intermédiaire de **Sherman**, des renseignements réguliers sur les grands événements de la vie intérieure guinéenne ainsi que sur sa politique africaine et internationale.

Sur le plan personnel et familial, promesse m'était faite de solutionner toutes mes difficultés matérielles et financières. Sur le plan politique, le gouvernement américain utiliserait tous ses atouts diplomatiques pour ma promotion rapide et ma protection en cas de besoin.

Pour nous aider à réaliser le complot en Guinée, le Gouvernement des Etats-Unis se proposait de déployer ses moyens politiques, diplomatiques et financiers. De même, le gouvernement des U.S.A. devait utiliser son influence sur ses alliés occidentaux afin d'intensifier et de coordonner leurs assistances à notre mouvement.

En substance, ma collaboration avec la C.I.A. comportait de la part du gouvernement américain, une promesse d'aide politique, diplomatique et matérielle ainsi que la protection en cas de besoin, moyennant la fourniture par moi, de renseignements destinés à la défense et à la sauvegarde des intérêts américains en Guinée. Naturellement, cette coopération comportait de part et d'autre, la promesse d'une collaboration étroite et fructueuse dans l'avenir.

Sherman m'a présenté si chaleureusement l'Attaché commercial américain que ce dernier me paraît être un des dirigeants de la C.I.A. au niveau de l'Ambassade américaine à Conakry.

Concernant la direction du pays après le renversement de la situation, je devais assumer les fonctions de Chef

d'Etat. Mais à titre de précaution, j'ai préféré confier cette direction à un Etat-major militaire, cela compte tenu des aléas et des incertitudes sur le succès final. Seule en effet une telle précaution pourrait permettre de faire volte-face et au besoin, d'amoinrir les conséquences du désastre en cas d'échec. Cette technique qui permet aux auteurs réels de coup d'Etat de rester au début dans l'ombre a été souvent utilisée avec succès dans les cas où le renversement de la situation demeurerait un grand point d'interrogation quelles que soient les précautions prises, ce qui est indiscutablement le cas en Guinée. Naturellement, toutes les dispositions pratiques seraient prises pour éviter que l'Etat-major militaire ne s'incruste et monopolise le pouvoir à son seul profit.

1ère RENCONTRE AVEC LE REPRESENTANT DE LA C.I.A.

La rencontre a eu lieu dans la résidence de l'Ambassadeur du Libéria qui m'a présenté l'Attaché commercial des U.S.A., c'était à l'occasion de la fête du Libéria en 1975. Ce jour-là, nous avons eu de longs entretiens sur ma vie et mes activités à Washington et à l'O.U.A. Mais rapidement, la conversation a tourné sur la situation en Guinée, et les problèmes des Brigades mécanisées de production (BMP). L'Attaché commercial m'a demandé la position exacte des cadres, les réactions des paysans et mon appréciation personnelle sur les chances de succès de cette politique.

Plus tard, il a cherché à savoir la situation exacte de nos relations avec l'U.R.S.S. et les difficultés particulières pour la fixation du prix de la bauxite de l'OBK. Il s'était également intéressé de savoir la position guinéenne face aux conflits sino-soviétiques et notre réaction sur l'attitude chinoise face au problème angolais. Sur ces différents points, je lui ai fourni les commentaires personnels.

Les difficultés de la mécanisation agricole avant la maîtrise de l'eau et les aménagements appropriés et l'utilisation d'engrais. Quant aux paysans, la force du Parti est telle qu'ils appliquent les consignes officielles et cela tant qu'elles n'auront pas été changées par le gouvernement.

Finalement, j'ai précisé qu'il était prématuré de se prononcer sur les chances de succès des BMP et qu'il fallait attendre les récoltes pour apprécier exactement les résultats de la campagne agricole.

Cependant, d'ores et déjà, s'agissant par exemple des BMP implantées dans le Fouta où la pauvreté du sol est notoire, les perspectives étaient plutôt assez sombres.

29 août - 4 sept. 1976 - 59

Les rapports soviéto-guinéens restaient encore normaux mais les problèmes de l'OBK ; qui traînent pourraient les compromettre car, l'U.R.S.S. dans cette affaire, faisait traîner outre-mesure les négociations. Mais selon moi, c'est la position générale de l'U.R.S.S. en matière de coopération avec les pays du Tiers-monde et non une attitude particulière à l'égard de la Guinée.

Sur le plan du conflit sino-soviétique, la Guinée le déplore mais son acuité est telle qu'aucune médiation de quelque ami que ce soit, ne peut intervenir avec succès. C'est pour cette raison que la Guinée suit la situation et s'efforce de coopérer avec l'un et avec l'autre, sans tenir compte de leur conflit idéologique. Finalement, la Guinée déplorait vivement l'attitude chinoise face aux problèmes de l'Angola qui équivalait à une véritable trahison des intérêts africains.

L'ambassadeur de Suisse a eu un premier et long entretien avec moi à l'aéroport de Conakry alors que nous attendions la visite d'un chef d'Etat étranger. La conversation a commencé autour de l'Ecole Internationale de Traduction et d'Interprétation de Genève dont je voulais la brochure à l'intention de mon fils aîné, désirant accéder à cette école. Par la suite, l'Ambassadeur changea de sujet et aborda la situation en Guinée. Il commença par se plaindre du manque de coopération et de mutisme excessif de tous les officiels de Guinée sur tout sujet de politique nationale ou internationale. Puis, il commença à me poser des questions, mais sans le savoir, il avait élevé le ton. Il parlait avec geste et de façon si ostensible que j'ai dû le rappeler à l'ordre en l'invitant à baisser la voix. L'arrivée de quelques diplomates sans doute attirés par notre conversation, mit fin à celle-ci. J'en étais vraiment soulagé.

Lorsque l'Ambassadeur m'apporta quelques semaines après la brochure demandée, il a voulu naturellement reprendre la conversation, mais je réussis à la dévier entièrement sur l'O.U.A. et les problèmes Africains à l'exclusion des problèmes de la Guinée. Cette précaution me semblait indispensable tant cet Ambassadeur paraissait collant et peu discret.

En dehors de ce que j'ai déjà précisé avec le **Représentant de la C.I.A.** lors de notre rencontre à l'Ambassade du Libéria, je confirme que deux semaines plus tard, ce diplomate m'a rendu visite à mon bureau. Le motif était la remise de la brochure demandée pour la commande d'une voiture. Mais, il a saisi l'occasion pour reprendre les entretiens commencés lors de la première entrevue. C'est ainsi que de long en large, nous avons passé en revue toute la

situation intérieure du pays, notamment la situation alimentaire, la campagne agricole, la situation industrielle et minière, le cas particulier de l'Usine de Matoto.

Sur le plan extérieur, il s'est inquiété du resserrement des liens entre la République de Guinée et Cuba, et a précisé que dans sa stratégie nouvelle, le Gouvernement soviétique utilisait de plus en plus Cuba comme son pion n° 1 sur la scène africaine.

SITUATION DE L'ANGOLA

C'est le problème qui a fait l'objet des entretiens les plus longs et les plus suivis entre **Sherman** et moi, et qui ont duré de fin 1974 à son départ de Guinée en 1976. C'est également les discussions sur ce problème qui m'ont fait comprendre qu'au-delà des intérêts du Libéria, **Sherman** était un émissaire des U.S.A. Il commença par me demander si je savais que NETO était dès les années 1960, inscrit au Parti communiste portugais comme militant actif de cette organisation. Il m'informa que la plupart de ses proches collaborateurs étaient également membres du Parti communiste portugais. Il déclara que si l'Angola devenait indépendante sous la direction de tels hommes, ce serait une situation sans précédent en Afrique et nous aurions bon gré mal gré, installé la guerre froide au Sud de notre Continent. Il fallait l'éviter à tout prix. Comment faire comprendre cette grave réalité au Président Seku Ture et aux autres dirigeants progressistes qui appuient le M.P.L.A. sans connaître cette affiliation politique de ses dirigeants. En conclusion, **Sherman** affirmait que l'intérêt de l'Afrique commandait d'écarter Neto ou tout au moins, le tempérer dans le cadre d'une réconciliation nationale permettant au pays d'accéder à l'indépendance dans l'unité. Il souhaite que le Président Seku Ture œuvre dans ce sens. En résumé, je confirmais que l'appui de la Guinée au MPLA qui remonte à 1960 ne tient aucun compte de la couleur politique de ses dirigeants. Par contre c'est après mûres réflexions que la Guinée après avoir soutenu le F.L.N.A. l'a finalement rejeté ayant eu en main les preuves irréfutables de la trahison des intérêts africains par « **Holden** » entièrement à la solde de l'impérialisme.

Aucune intervention ne pouvait changer la position guinéenne sur ce problème crucial. Il appartiendra au Peuple de l'Angola seul après l'indépendance à se prononcer sur l'orientation politique et idéologique de son gouvernement.

Après l'envoi des troupes cubaines en Angola après l'indépendance en fin 1975, **Sherman** est revenu à la charge à plusieurs reprises pour mettre l'accent sur le jeu communiste de l'U.R.S.S. le danger qui en résulte pour l'Afrique, les menaces de dislocation de l'O.U.A. etc... etc... Il était clair qu'il se faisait l'écho de préoccupation du gouvernement américain. Finalement, s'agissant des prisonniers américains, mercenaires arrêtés par le M.P.L.A. **Sherman** m'a précisé que toute exécution de ces américains avant ou après jugement, ne pourrait que raidir le gouvernement U.S.A. et compliquer la normalisation des rapports entre l'Angola et l'Amérique et retarder l'entrée de l'Angola à l'O.N.U.

Sur tous ces points, il souhaitait que le Président Seku Ture joue un rôle positif dans l'intérêt de l'Angola lui-même. Le fossé était tel entre ses espérances qui étaient celles des U.S.A. et la réalité guinéenne que le dialogue devenait de plus en plus difficile sans toutefois être interrompu jusqu'à son départ de Conakry.

LA VISITE A MONROVIA DE VORSTER

Rendue publique en dépit de l'accord formel sur un silence total, la visite de « **VORSTER** » à Monrovia a causé un véritable tollé en Afrique et dans le monde. Les réactions guinéennes furent telles que **Sherman** pensa à une rupture imminente des relations diplomatiques. Affolé, il m'aborda pour me confier le très grand embarras que cette indiscretion causait à son Président et à son gouvernement. Pour ces derniers, il s'agissait de juger la bonne foi de Vorster en voyant si l'indépendance de l'Afrique australe pouvait être obtenue par la voie pacifique, la solution de confrontation préconisée par l'O.U.A. n'ayant amené aucun résultat satisfaisant. Il me demanda conseil sur ce qu'il convenait de faire auprès du Président Seku Ture pour éviter la rupture et gagner quelques semaines de répit pour sauver la face et ensuite, tirant la leçon de l'événement, rejoindre avec une vigueur renouvelée la position de l'O.U.A. Je lui dis que la seule solution était une initiative du Président **Tolbert** auprès du Président Seku Ture. Il y eut entre les deux Présidents, un échange de délégation, mais la situation resta refroidie, jusqu'à la visite en fin 1975 du Président Seku Ture à Monrovia qui scella la réconciliation totale après que le Libéria ait donné des preuves tangibles d'un changement réel à l'égard de l'Afrique du Sud tant à l'O.U.A. qu'à l'O.N.U.

5° FORMATION D'UN GROUPE REVOLUTIONNAIRE AU SEIN DE L'O.U.A.

Cette initiative annoncée par le Président Seku Ture et suivie de l'envoi de plusieurs délégations dans les Etats africains ayant reconnu à temps le M.P.L.A., a vivement inquiété l'Occident en général, les Etats-Unis en particulier, et finalement les Etats modérés d'Afrique dont le Libéria, **Sherman** me contacta à plusieurs reprises sur ce sujet en me demandant comment faire comprendre au Président Seku Ture que le succès de son initiative ne pourrait aboutir en fin de compte qu'à la dislocation de l'O.U.A. après la constitution d'un groupe des Etats modérés d'Afrique. Ce serait affirme-t-il, le retour à la situation de l'Afrique avant la création de l'O.U.A. et le Président Seku Ture aurait détruit de sa main ce qu'il avait tant contribué à créer en 1963. Il affirma que tous les moyens seraient utilisés pour bloquer cette initiative dont il voyait tous les dangers sans aucun avantage réel, la force de l'Afrique résidant essentiellement dans son Unité.

En réponse, je lui ai dit que l'Angola avait révélé en fait cette division de l'Afrique qui a été constatée officiellement par le sommet de l'O.U.A. à Addis-Abéba en janvier 1976. Sur ce problème, le Président Seku Ture soutenu par tous les cadres serait intraitable et je déconseillais toute initiative du Président libérien tendant à le faire changer d'avis.

Au retour des délégations, **Sherman** a tout fait pour savoir le résultat de leurs missions mais je lui ai affirmé tout ignorer moi-même sur ce sujet.

6° RECONCILIATION DE LA GUINEE AVEC LA FRANCE

Après l'annonce de la réconciliation et l'échange des deux délégations importantes, à Paris et à Conakry, **Sherman** ne me cache pas les préoccupations des Etats-Unis craignant de faire les frais de la nouvelle situation. Il m'affirma que tout en se réjouissant de cette normalisation avec un allié occidental, les U.S.A. qui avaient soutenu avec constance la Guinée tout au long de son conflit avec la France, ne voulait pas être relégué et ses intérêts nationaux

négligés. Par ailleurs affirmait-il, le Libéria qui a tant œuvré pendant des années pour la réconciliation franco-guinéenne ne voit pas pourquoi désormais le Président Seku Ture ne se reconcilierait pas avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire ; ayant donné l'exemple en rapprochant Mali et Haute-Volta d'une part, Togo et Bénin d'autre part, le Président Seku Ture devrait tirer les conclusions logiques de sa position et par sa réconciliation avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire, supprimer toute source de tension dans notre sous-région. C'est, affirmait-il, la seule chance de succès de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest récemment formée et pour laquelle la contribution guinéenne a été déterminante. En réponse, je lui disais ne pas voir comment cette normalisation pourrait compromettre les intérêts des U.S.A., mais s'agissant du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, la position guinéenne est connue.

B. POLITIQUE INTERIEURE

a) Suppression du Commerce privé et ses conséquences:

Les tournées du Chef de l'Etat dans les Fédérations en janvier 1975 et les leçons qu'il en a tirées à son retour à Conakry, le tout couronné par l'adoption de la Charte de la Révolution consacrant entre autres, la suppression du commerce privé, ont vivement préoccupé le Corps diplomatique en général et l'Ambassadeur Sherman en particulier. Aussi, il me harcela de questions sur les vrais motifs d'une mesure aussi radicale et qui allait affecter sérieusement la vie de tous ceux qui vivent en Guinée. Il précisa que même les pays socialistes les plus avancés n'étaient pas parvenus à cette extrémité et s'étaient limités à organiser le commerce à en limiter l'exercice en nationalisant le commerce extérieur, mais en laissant le petit commerce de détail à l'initiative privée. Pourquoi la Guinée seule pense aller au-delà, lançant le pays dans l'aventure et créant pour lui des difficultés nouvelles et inutiles. En particulier, comment retrouver du travail et une occupation normale à tous ceux qui vivaient du commerce. Comment remplacer pour le trésor public les ressources que l'Etat tirait des activités commerciales privées. Quelles vont être les conséquences de la cherté de vie et de difficultés alimentaires qui vont découler

de cette situation. Il me signala en particulier les conséquences néfastes que cette situation a engendré pour le Libéria dont le ravitaillement en produits guinéens et en animaux de boucherie a été complètement perturbé. Au fil du temps, Sherman me signalait l'impossibilité pour lui et ses collègues du Corps diplomatique de se ravitailler en quoi que ce soit sur le marché de Conakry. Ce qui les obligeait à faire venir leur nourriture de l'extérieur, et lui de Monrovia

Quant aux quelques produits très rares, qu'ils pouvaient acquérir de temps en temps, les prix étaient si élevés que Conakry était devenu le poste diplomatique libérien où la vie était de loin la plus chère. Il avait signalé cette situation à son gouvernement, preuves à l'appui et avait sollicité une indemnité spéciale de cherté de vie, et était persuadé que les autres diplomates en poste à Conakry avaient fait de même.

Sur chacun des problèmes ainsi soulevés, nous engageons la discussion. Je lui exposais mes vues, mes difficultés personnelles et familiales et lui confirmais mon opinion, que les difficultés rencontrées au début par la suppression du commerce ne ferait pas changer la politique du Gouvernement dans l'immédiat. Je précisai que ces difficultés ne pouvaient tout au plus que créer des nouvelles tensions susceptibles de conduire à une intensification de la répression des actes d'opposition qui seraient considérés comme des actes de sabotage.

S'agissant de l'énerverment excessif de soldats guinéens qui auraient tiré sans provocation sur des citoyens libériens à la frontière du côté de Guéckédou et dont il se plaignait, craignant une sérieuse détérioration des relations entre les deux pays, je lui confirmai que j'ignorais tout de la question dont en fait, je n'avais jamais entendu parler.

Après la rencontre des délégations des deux pays autour de cet incident, SHERMAN m'avait confirmé les apaisements donnés à son gouvernement par la partie guinéenne, mais ne m'avait pas caché ses appréhensions pour l'avenir tant que subsisterait l'état de tension prévalant en Guinée. Durant cette période, la seule garantie sûre pour le Libéria, serait que la Guinée accepte de ne pas armer les éléments stationnés à la frontière des deux pays, mesure qui pourrait être rendue réciproque après accord des deux gouvernements. C'est également la première fois que Sherman se

montrait très intéressé, à réactiver la Commission mixte guinéo-libérienne de coopération car, il voulait la signature d'urgence d'accord pour l'importation au Libéria de produits et animaux que le trafic traditionnel ne pouvait plus faire rentrer clandestinement au Libéria ».

b) — Visite en Guinée de l'Imam de la Mècque

La visite de l'Imam en Guinée après plusieurs visites officielles du Premier ministre guinéen dans les capitales arabes, la solennité et l'importance données à cette visite, le fait que le Président Seku Ture lui-même ait tenu à accompagner l'Imam dans toutes ses sorties alors qu'il s'est abstenu de le faire pour plusieurs Chefs d'Etat, tout cela a fort intrigué les diplomates occidentaux et SHERMAN s'en est fait l'écho auprès de moi tout au long de la visite et même après le départ de l'Imam de Guinée.

C'est ainsi qu'il en est arrivé à me poser la question de savoir si réellement la désignation du Premier Ministre guinéen à la tête du Comité d'Etat de Coopération avec les pays arabes, si l'annonce d'investissements arabes colossaux à Ayékoyé et enfin si cette visite exceptionnelle de l'Imam de la Mècque ne préparait pas en fait l'entrée imminente de la Guinée dans la Ligue arabe.

En effet, si la Ligue arabe avait longtemps limité son recrutement aux seuls pays arabes depuis quelques années, en attirant d'abord la Mauritanie et ensuite la Somalie, elle s'est lancée dans une politique d'extension. Enfin, selon Sherman, l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier considèrent comme une catastrophe majeure aux repercussions imprévisibles, une éventuelle adhésion de la Guinée à la Ligue Arabe.

Après avoir longuement discuté les différents aspects de cette visite, je disais pour l'essentiel à Sherman que l'accueil officiel et surtout les manifestations populaires qui ont entouré cette visite manifestaient bien le sentiment quasi-unanime et l'adhésion totale des populations guinéennes à l'Islam, à sa doctrine, à sa pratique et à son respect pour ceux qui ont le privilège de la garde, de la protection et de l'administration des lieux Saints de l'Islam.

Quant à l'adhésion de la Guinée à la Ligue arabe, j'affirmai de façon catégorique qu'à mon avis, elle ne saurait se poser ni à présent ni dans un avenir prévisible car, trop de choses séparent les options politiques guinéennes et celles découlant de la Charte de la Ligue et de sa politique concrète depuis sa création en 1945 ».

Telli Diallo

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 87

SOLUTION PROCHAIN NUMERO



Solution

DU DESSIN N° 86

Horoya N° 2236

- 1 - Le couvercle de la poche du néo-colonialiste n'est pas le même.
- 2 - La marque « CFA » n'est plus sur le sac du fantoche.
- 3 - Il n'y a plus que deux étoiles derrière la nuque du fantoche.
- 4 - Le pantalon du 3ème homme est rapiécé.
- 5 - L'oreille droite du fantoche a disparu.
- 6 - Le trou du pantalon du 4ème homme, à partir de la gauche a disparu.
- 7 - La chemise du néo-colonialiste (1er à partir de la gauche) n'a plus d'épaulette.

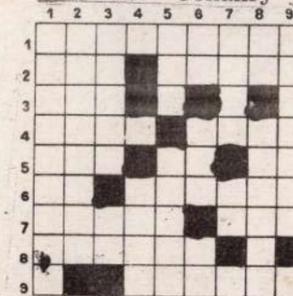
MOTS CROISES

PROBLEME N° 194

Proposé par Alioune

Dramé

1ère année Magistrature
Donka - Conakry



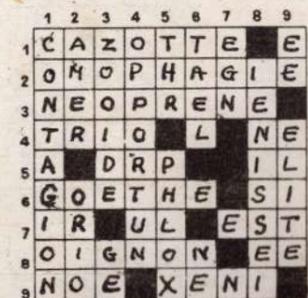
HORIZONTALEMENT

- 1 - Goût pour les plaisirs du monde
- 2 - Boxeur légendaire - Pays africain
- 3 - Eau de vie
- 4 - Nom des Tsars de Moscovie - Mal à l'aise
- 5 - Sert à tamiser le sable - Voyelle double - C'est le faible du chien
- 6 - Symbole chimique - En passant par un corps céleste, il forme un angle
- 7 - Elisabeth 1ère l'est - Grand dirigeant chinois
- 8 - Plantes ornementales
- 9 - Dernière partie du jour

VERTICALEMENT

- 1 - Il est revêtu d'une autorité judiciaire
- 2 - Jardins d'oliviers
- 3 - Petit cigare - Immatriculation temporaire
- 4 - Ils sont têtus
- 5 - Animal de somme - Azerole sans fin
- 6 - Négation - joie - affirmation
- 7 - Qui a les qualités du feu - Consonne double
- 8 - Pronom - Action de nouer
- 9 - Grand combattant tombé en Boli.e

Solution du problème n° 193





« Au nom de la Révolution, je déclare à tous les membres du Bureau Politique, à tous les membres du Comité Central, à tous les membres du gouvernement, à tous les gouverneurs, à tous les officiers, à tous les chefs de Service : **LE PREMIER ACTE DE RACISME DECELE DE LA PART DE QUI QUE CE SOIT, LE FERA IMMEDIATEMENT PASSER AU POTEAU POUR QUE LA REVOLUTION TRIOMPHE** »

Ahmèd Seku Ture



ROUYA

P
D
G

N° 2238 - Du 5 au 11 septembre 1976 - Prix : 25 Syllir

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE

**ELIMINER
LE POISON
DU RACISME**

